

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2310 - LUNDI 18 MAI 2015

DENIS SASSOU N'GUESSO À OUESSO :

« *Que toutes les questions (me) soient posées, y compris celles qui fâchent* »

Introduisant son échange avec les forces vives du département de la Sangha, le 13 mai à Ouesso, le président Denis Sassou N'Guesso a poussé loin le bouchon de la liberté. « *Je souhaite que ce débat soit le plus libre possible, et que toutes les questions qui vous intéressent me soient posées, y compris celles qui fâchent* », déclarait-il avant de laisser libre parole à ses interlocuteurs. De l'utilisation supposée insuffisante des cadres de ce département aux hautes sphères de décision au débat sur le changement ou non de l'actuelle Constitution, en passant par le phénomène Kata-Kata et le fonctionnement des structures sanitaires et éducatives, la rencontre a tenu ses promesses. Les intervenants ont su saisir la balle au bond, au point que l'un d'eux a invité le chef de l'État à l'aider à construire sur sa parcelle de terrain acquise de longue date. « *La maison pourrait s'appeler résidence Denis Sassou N'Guesso* », suggérait-il. « *Une affaire entre nous deux* », plaisantait à son tour le président. [Page 3](#)

IMMIGRATION CLANDESTINE

« Mbata ya Bakolo » officiellement lancée à Pointe-Noire



Des étrangers en situation irrégulière

Après Brazzaville, il y a plusieurs mois, les autorités policières ont officiellement lancé jeudi l'opération « Mbata ya Bakolo », destinée à la lutte contre l'immigration clandestine, à Pointe-Noire et dans le département du Kouilou. Considérée comme un acte de souveraineté nationale dénué d'élan xénophobes, l'opération

a pour but d'éradiquer toutes sortes de criminalité et de délinquance observées dans les grandes métropoles du Congo. Dans la capitale économique où il a lui-même donné le top de cette opération, le directeur général de la police, Jean François Ndenguet a précisé : « *L'opération n'est pas dirigée contre certaines natio-*

nalités. Elle n'est nullement une expression de xénophobie au Congo, un pays fraternel, accueillant, ouvert à tous ceux qui veulent y vivre et y travailler; à la seule condition de respecter les lois congolaises en matière d'entrée et de séjour sur son territoire ». [Page 15](#)

SEMAINE DE L'EUROPE

Sous le signe du développement

L'Union européenne commémore, les 19 et 20 mai, la déclaration de Robert Schuman portant création d'une communauté européenne. Célébrée cette année sous la bannière du développement de cet espace communautaire, la semaine de l'Europe au Congo a donné lieu à une série d'activités parmi lesquelles l'organisation d'un festival de films européens et d'un Forum des Ongs financées par l'Union européenne. « *Cette année, c'est dans le divertissement, la bonne humeur et l'échange que nous voulons promouvoir les valeurs d'égalité, de paix et de justice que porte l'Union européenne* », indique l'ambassadeur et chef de mission de l'Union européenne au Congo, Saskia de Lang.



CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE

La société civile organisée au sein d'une nouvelle plate-forme

La Coordination nationale des réseaux et associations pour la gouvernance démocratique et électorale (CORAGED) a mis en place sa direction, le 15 mai à Brazzaville, à l'issue de deux jours de travaux. Dirigé par Germain Céphas Ewangui, ce groupement affiche une ambition claire : « *Euvrer pour la consolidation de la démocratie.*

« *La démocratie ne se décrète pas, mais se construit à travers tout processus d'assimilation, d'intériorisation d'un ensemble de règles morales, sociales et humaines* », a indiqué son leader qui a estimé le moment venu pour que la société civile prenne toute sa place dans la modernisation politique du Congo. [Page 5](#)

DISPARITION

Alexandre Gandou a tiré sa révérence



L'ancien président de la Commission de surveillance du marché financier d'Afrique centrale est décédé le 13 mai à Paris, à l'âge de 59 ans, des suites d'une courte maladie. Sa dépouille mortelle sera rapatriée ce vendredi selon les informations reçues.

[Page 8](#)

CONGO- TOGO
Bref séjour de Faure Gnassingbe à Oyo

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Et après ?

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Et après ?

Admettons – ce qui est probable, sinon même certain malgré les obstacles à surmonter – que les Jeux africains soient un succès et que l'Afrique toute entière en célèbre la réussite. Quel bénéfice le Congo, qui en aura été le pivot, tirera-t-il de cette grand-messe du sport ?

Poser une telle question aujourd'hui alors que rien n'est encore joué et que notre pays doit bander ses muscles pour franchir l'ultime étape de cette onzième édition n'est ni déplacé, ni illusoire. Tout simplement parce que le travail accompli a été considérable, parce que les infrastructures construites pour permettre la tenue de ces jeux resteront disponibles pendant des décennies voire même des siècles, parce que l'image projetée du Congo à l'échelle de la planète sera celle d'un pays en pleine émergence.

Question complémentaire donc : comment allons-nous exploiter les atouts que nous procureront les Onzième Jeux africains s'ils sont réussis ? À cette question deux réponses viennent immédiatement à l'esprit :

° La première résulte de l'ampleur des investissements réalisés depuis dix ans pour faire de notre capitale l'un des lieux de rencontre, de débat, d'échange les mieux équipés du continent. Qu'il s'agisse de l'aéroport ultramoderne de Maya-Maya et de l'hôtel qui le jouxte, de la voie rapide qui longera bientôt le fleuve, de Bacongo à Kintélé, du stade omnisports où se dérouleront les jeux, mais aussi des magnifiques spectacles marquant leur ouverture et leur fermeture, de l'Université panafricaine dont les bâtiments sont en cours d'achèvement, tout a été fait pour que Brazzaville devienne un rendez-vous incontournable. Nous en aurons très vite la preuve.

° La deuxième réponse est d'ordre politique. Ainsi modernisée, équipée, conçue pour les temps à venir, Brazzaville va tirer enfin le bénéfice de la position stratégique qu'elle occupe au cœur du Bassin du Congo. Non seulement elle deviendra la plaque tournante de cette partie du continent, mais encore elle offrira aux institutions internationales, aux investisseurs du monde entier, aux artistes et aux intellectuels les moyens pratiques dont ils ont besoin pour se rencontrer. Tout comme Bruxelles est devenue la capitale de l'Union européenne, Brazzaville deviendra ainsi la capitale de la communauté qui se constituera à coup sûr en Afrique centrale dans les années à venir.

À nous maintenant de faire en sorte que le travail accompli dans ce but, depuis quinze ans, profite pleinement au peuple congolais, à notre nation.

Les Dépêches de Brazzaville

TOGO-CONGO

Faure Gnassingbe et Denis Sassou N'Guesso condamnent la tentative de Coup d'État au Burundi

Les deux chefs d'État se sont exprimés sur les derniers développements de l'actualité au Burundi, aussitôt après l'arrivée, le 16 mai à Oyo, via l'aéroport d'Ollombo, du président togolais venu pour une visite de quelques heures.

« Il faut condamner cette ten-

sou N'Guesso, « dans le cadre des contacts permanents visant la recherche des voies et moyens pour assurer le développement de nos pays respectifs ». Réélu à la tête de son pays pour un mandat de cinq ans au terme de la présidentielle du 25 avril dernier,

à la loi.

« À partir du moment où la cour constitutionnelle s'était prononcée, le droit devait primer, et non la force ». Il a rappelé le contexte particulier du Burundi, « un pays en situation post-conflit du fait des drames qu'il a connus et



Les présidents Denis Sassou N'Guesso et Faure Gnassingbe

tative de prise du pouvoir par les armes au Burundi. Comme le recommandent toutes les instances régionales africaines et l'Union africaine, les efforts que nous fournissons aujourd'hui est qu'il n'y ait plus de changements anticonstitutionnels », a notamment commenté le président Faure Gnassingbe, souhaitant pour le Burundi la relance du dialogue pour régler les problèmes politiques. Évoquant ensuite les raisons de sa visite à Oyo, le chef de l'État togolais a déclaré être venu en consultation auprès de son homologue, Denis Sas-

qui a besoin de paix et de sécurité à l'instar d'autres pays africains en quête de développement». C'était «hasardeux de vouloir replonger le Burundi dans des violences », a-t-il conclu sur ce point.

Le chef de l'État congolais a par ailleurs salué le déroulement sans heurts de l'élection présidentielle au Togo. Pour Denis Sassou N'Guesso, ce processus mené avec succès est la preuve que l'Afrique gagne en maturité : « C'est un point positif pour le Togo, mais aussi pour notre continent », s'est-il félicité.

À son tour, le président Denis Sassou N'Guesso a rappelé les principes de l'Union africaine sur la tolérance zéro en matière de prise du pouvoir par la force, d'autant, a-t-il poursuivi, que dans le cas du Burundi, le débat sur l'opportunité ou non de la candidature du président Nkurunziza avait été tranché par la Cour constitutionnelle qui n'y voyait aucune entorse

Gankama N'Siah

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabozzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oissa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Coordination : Rose-Marie Bouboutou
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garciae
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,
Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
République du Congo / Tél. : (+242) 05
532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

RENCONTRE CITOYENNE

Denis Sassou N'Guesso face aux forces vives de la Sangha

Mercredi 13 mai 2015. 16 heures 17 minutes. Le vaste hangar qui jouxte la résidence du préfet du département à Ouesso affiche complet. Les filles et fils de la Sangha sont mobilisés pour échanger avec le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, à la faveur d'une rencontre dite citoyenne. Un rituel entré presque dans les mœurs politiques congolaises, le chef de l'État y ayant en effet recours chaque fois qu'il visite l'arrière-pays. Question, sans doute, de prendre l'information à bonne source.

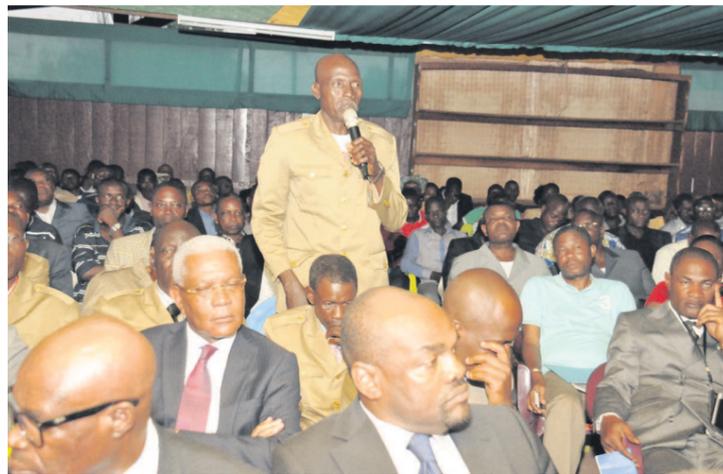
Entouré des ministres Raymond Zephirin Mboulou (Intérieur), Jean-Jacques Bouya (Aménagement du Territoire), et du préfet de la Sangha, Adolphe Elemba, Denis Sassou N'Guesso qu'accompagnent son directeur de cabinet, Firmin Ayessa, d'autres membres du gouvernement ainsi que plusieurs conseillers, doit se soumettre au jeu des questions-réponses qui rythmera, pendant trois heures et demi, une palabre qu'il a voulu libre et sans tabous. « Je souhaite que ce débat soit le plus libre possible, et que toutes les questions qui vous intéressent soient posées, y compris celles qui fâchent ».

Le président de la République plante ce décor après qu'un sage eut pris la parole pour saluer son arrivée dans la Sangha, motivée par le lancement des travaux de la Municipalisation accélérée de ce département qui abritera, le 15 août prochain, la fête de l'indépendance. Et qu'un cadre, porte-parole choisi par les forces vives eut soulevé, dans un compte-rendu étayé, l'essentiel des sujets considérés comme ceux qui préoccupent la population de la Sangha.

Doléances

Elles portent entre autres sur la construction des axes routiers reliant plusieurs localités du département entre elles et vers le chef-lieu, Ouesso ; l'absence du personnel de santé dans

des hôpitaux et dispensaires du reste



Plusieurs intervenants ont alimenté le débat par leurs questions au chef de l'Etat/ (DR)

« peu en nombre » dans cette partie du pays ; le déficit des enseignants ; l'alphabétisation des adultes, la sécurisation des frontières du département jugées poreuses ; la psychose entretenue dans la Sangha par le phénomène « Kata-Kata » et ses suites judiciaires (il y a deux ans, des cas d'assassinats crapuleux de personnes avaient défrayé la chronique dans la Sangha, et l'ex-maire de Ouesso, soupçonné dans cette affaire est incarcéré à la maison d'arrêt de Brazzaville) ; l'implantation de la Zone économique spéciale de la Sangha, le financement de l'agriculture, notamment du cacao ; le débat sur

le changement de la Constitution ; des remous supposés au sein des partis de la majorité présidentielle et enfin, l'utilisation des cadres originaires du département à des hautes fonctions civiles et militaires.

Points saillants

Il est apparu, au long des échanges que de toutes les questions soulevées, trois aient principalement animé la rencontre :

sur l'utilisation des cadres des intervenants ont indiqué que les leurs sont des laissés pour compte, car numériquement minoritaires, estiment-ils, sur l'échiquier national. Même chose pour le phénomène Kata-Kata, sur lequel ils ont appelé de leurs vœux l'organisation d'un procès pour « laisser éclater la vérité sur cette affaire et apaiser la population ». Sur la Constitution, la Sangha s'est déclarée favorable au changement ainsi que l'a révélé le porte-parole dans son compte-rendu, moyennant tout de même une ou

deux voix discordantes pour qui le débat devrait encore se poursuivre afin de convaincre les indécis.

Plus aucun préfet ne dirigera dans son département d'origine

Réjoui de voir les uns et les autres s'exprimer ainsi librement comme il l'avait souhaité, le président de la République a rassuré ses interlocuteurs sur plusieurs points : « Vos doléances sur les questions d'éducation, de santé, d'alphabétisation, de recrutement dans la fonction publique de personnes vivant avec un handicap, ou de désenclavement sont heureusement dans l'agenda du gouvernement. Il met ce programme en œuvre sur l'ensemble du territoire national sans oublier la Sangha, déjà bénéficiaire de plusieurs infrastructures de base, comme vous pouvez en juger ». Les cadres originaires de la Sangha sous-utilisés ? « Ce n'est pas vrai » a tranché le chef de l'État expliquant que les nominations aux fonctions n'obéissent pas aux critères ethniques ou régionales et qu'il faut sortir de la tête l'idée que le président peut marginaliser certains au profit d'autres. Répondant à la question précise de l'absence d'un natif de la Sangha au poste de préfet de département, alors que depuis toujours ce sont des ressortissants d'autres coins du pays qui commandent à Ouesso, Denis Sassou N'Guesso a alors déclaré qu'à l'avenir, plus aucun préfet n'exercera dans le département d'où il est originaire : « il en reste à peu près trois ou quatre à ce jour mais cela ne saura durer », allusion faite sans doute aux départements de la Likouala, de Pointe-Noire, du Pool et de la Cuvette, dirigés par des originaires.

Sur le changement ou non de la Constitution

« Il serait difficile d'obtenir l'unanimité dans un tel débat. Ce qui compte est qu'il se déroule dans la paix et que s'il est consulté le moment venu, le peuple se prononce librement », a commenté le président de la République. Il a par contre battu en brèche l'opinion développée par un intervenant qui estimait que certains cadres des partis de la majorité présidentielle sont privés de parole dans la Sangha et, au pire, l'objet de

menaces : « Je ne crois pas cela possible au sein de la majorité, alors même que l'opposition s'exprime librement dans le pays ».

Sur le phénomène Kata-Kata et ses suites judiciaires, invoquant le principe de la séparation des pouvoirs, Denis Sassou N'Guesso a dit souhaiter que la justice applique la loi, de sorte qu'une personne présumée coupable ne soit pas gardée pendant deux ans en prison sans jugement. Il a aussi déclaré prendre bonne note de l'idée émise par des agriculteurs potentiels du département de voir le gouvernement créer un fonds de soutien à cette activité « bancarisée » à Ouesso. Il a indiqué, s'agissant des études désormais disponibles de la Zone économique spéciale de Ouesso, qu'elles seront largement vulgarisées en temps opportun.

Petites gouttes d'eau qui peuvent déborder les vases en ces instants d'échanges collectifs où chacun profite de la présence du père de la nation pour poser ses soucis personnels : deux intervenants notamment ont, le premier, demandé au président de la République de l'aider à construire une maison sur sa parcelle de terrain acquise de longue date. La maison pourrait s'appeler « résidence Denis Sassou N'Guesso », plaideait ce dernier. « Une affaire entre nous deux » a plaisanté le chef de l'État qui pourrait avoir répondu favorablement à la sollicitation. Un autre l'informait de la naissance dans sa famille d'un enfant de sexe masculin le jour même de son arrivée à Ouesso, le 12 mai, et qu'il a prénommé Saint-Denis : « J'avais été mis au courant du même type de nouvelles au Burkina Faso, sous le président Thomas Sankara, et en Afrique du Sud où de nombreux enfants portent mon nom. Je ne peux que vous en remercier ».

À 19 heures 48 minutes exactement, la rencontre citoyenne s'achevait sur cette conclusion du chef de l'État, qui se disait fier d'appartenir à une génération de Congolais qui ont apporté leur pierre à la construction de la nation. Symbole de ce témoignage, parmi tant d'autres, le ralliement désormais possible, par route, de Pointe-Noire, dans l'extrême sud et de Ouesso dans l'extrême nord du Congo.

Gankama N'Siah

LE FAIT DU JOUR

Lutumba Simaro : pas né jaloux

Mfumu Di Fua Di Sassa, ou simplement Mfumu, aime la bonne musique. Il aime aussi les artistes-musiciens qui font de l'art d'Orphée l'essentiel de leur activité chaque jour que Dieu fait. On le perçoit à la lecture de *Rétro Histoire et Mémoire*, un ouvrage de plus de 200 pages, paru cette année 2015, aux ateliers Beaudley. Le journaliste et écrivain congolais, auteur de plusieurs textes sur la musique des deux Congo, le consacre particulièrement à l'œuvre de Simon Lutumba Ndomanueno dit Simaro Masiya.

Âgé de 77 ans, le 19 mars dernier, dont 57 de vie musicale, Lutumba est sans doute l'un des artistes-compositeurs les plus féconds de la rumba congolo-congolaise de ces soixante dernières années, si l'on en juge par l'immensité de son œuvre. Puisant sa thématique dans les arcanes de la vie

de tous les jours, le compagnon pendant vingt-ans de feu Luambo Makiadi Franco dans l'Ok Jazz, s'est forgé une réputation de poète adulé. Manifestement, il faut dire Simaro Masiya « le Poète », si vous voulez que l'on sache que vous ne parlez pas de quelqu'un d'autre, mais bien de Lutumba Ndomanueno.

Pour mettre les chances de son côté, l'auteur a battu le rappel des critiques connus pour leur expertise en matière d'analyse des œuvres de l'esprit : Herman Bangi Bayo, Manda Tchebwa Tchamalu, Matondo Kubu Turé, Bouetoum Kiyindou, Grégoire Léfouoba, ou encore Charles Thomas Kounkou, ont chacun donné à comprendre, avec des mots d'une profondeur incontestable, la force du ou des messages portés par les chansons de Simaro.

Dire que le poète-compositeur a, les succès ont leurs attributs - trouver des interprètes de valeur pour rendre ces messages plus captivants ! De Djo Poy à Sam Mangwana, en passant par Carlito Lassa, Madilou Système, Pépé Kalé, ou encore Malage de Lugendo, le poète Lutumba est peut-être, au fond de lui-même, ce qu'il revendique dans l'interview réalisée par Herman Bangi Bayo reprise dans le livre de Mfumu : « Je ne suis pas né avec la jalousie ». Révéler au monde de la chanson autant de compagnons grâce ses œuvres mérite en effet que l'on s'arme soi-même de beaucoup d'humilité.

Dans ce livre dédié à Lutumba, l'interview de Bangi Bayo est aussi un matériau qui permet d'en apprendre un peu plus sur l'artiste et sur la vie des orchestres installés rive gauche du fleuve Congo. L'homme parle de lui-même. De ses débuts timides à sa ful-

gurante ascension, il retrace son parcours par le menu, rappelle son amitié avec Franco, non sans évoquer les frictions apparues notamment avec la famille du « Grand maître » après son décès ; frictions qui débouchèrent sur la séparation puis presque la fin de l'Ok Jazz et la naissance des Bana Ok.

Le lecteur est aussi servi par des textes complets des chansons les plus emblématiques de la carrière de Simaro Masiya. Souvent, dans une chanson, les paroles écoutées à la radio ou sur un disque compact sont corrompues par les instruments. Les textes écrits fonctionnent dès lors comme des aide-mémoires. « *Rétro Histoire et Mémoire* » a repris *Faute ya commerçant*, *Testament ya bowule* et bien d'autres titres dont le succès auprès des mélomanes et des chroniqueurs n'a jamais été démenti.

Gankama N'Siah



APPEL À CANDIDATURE

Le lycée français Saint Exupéry de Brazzaville recrute, à compter du 1^{er} septembre 2015, un professeur d'anglais qui assurera 15h de cours par semaine.

Le candidat devra être en possession d'un diplôme d'un niveau BAC +3 minimum en anglais - Priorité sera donnée aux candidats ayant un diplôme de l'enseignement supérieur français en langue, littérature et civilisation anglaises.

En outre, des expériences attestées d'enseignement de l'anglais en collège et lycée seront valorisées.

Les candidatures avec CV, lettre de motivation et attestations sont à déposer auprès de Madame l'Assistante du Proviseur du lycée Saint Exupéry- avenue de l'OUA à Brazzaville avant

Le vendredi 25 mai 2015

Les candidats pré sélectionnés seront ensuite convoqués pour des tests de niveau et un entretien individuel.

APPEL A CANDIDATURE

Le lycée français Saint Exupéry de Brazzaville recrute, à compter du 1^{er} septembre 2015, un ou une comptable à temps complet.

Le candidat devra être en possession d'un diplôme d'un niveau BAC +3 minimum en comptabilité - Priorité sera donnée -aux candidats ayant un diplôme de l'enseignement français en comptabilité-gestion.

En outre, des expériences attestées seront valorisées.

Les candidatures avec CV, lettre de motivation et attestations sont à déposer auprès du service de gestion du lycée Saint Exupéry- avenue de l'OUA à Brazzaville ou à transmettre par courriel à daf@lycee-saintexbrazza.org avant

Le vendredi 22 mai 2015

Les candidats pré sélectionnés seront ensuite convoqués pour des tests de niveau et un entretien individuel.

Le Proviseur
G. BATTEUX

COMMUNIQUÉ

Aux âmes bien nées la valeur n'attend pas le nombre d'année, Michel Innocent PEYA en scientifique visionnaire, avait déjà pressenti ce que l'Afrique allait vivre si les acteurs n'y prenaient garde. Dans son ouvrage « ENTRE LE BON SENS ET L'ALTERNANCE ABSOLUE, L'AFRIQUE A LA CROISEE DES CHEMINS », les réalités têtues de l'histoire se répètent, l'auteur avait lancé une véritable sonnette d'alarme face aux conflits, tensions et crises qui déchirent et déstabilisent le continent africain. L'écrivain congolais n'a ménagé aucun effort pour parcourir le monde en répondant aux multiples sollicitations. C'est à ce titre qu'il est invité à Cotonou capitale du Bénin pour parler de la paix, de la stabilité et de la prévention des conflits en Afrique, thématique qu'il a développé dans son plaidoyer pour la démocratie à l'africaine.

Ce samedi 16 mai 2015 au palais des congrès de Cotonou, devant les étudiants, les professeurs d'université, les hommes politiques et les personnes anonymes, Michel Innocent PEYA présentera son ouvrage qui continue à résonner au-delà des frontières nationales, étant donné qu'il est au rendez-vous de l'histoire. A cette même occasion, ce digne fils du pays sera élevé au rang de Docteur Honoris Causa en Sciences Humaines et Politiques : option paix et prévention des conflits de l'université Obiang Nguema Mbasogo du Bénin. Que la Nation toute entière l'accompagne et lui apporte le soutien nécessaire !

Mitriél Innocent PEYA
Fait à Cotonou, le 14 Mai 2015

APPEL A LA CANDIDATURE POUR UN POSTE D'ENQUÊTEUR TEMPORAIRE

Projet international à la recherche des enquêteurs congolais ou étrangers (homme ou femme) dynamiques Qualification :

Avoir une expérience en la matière (enquête)

Avoir une connaissance de Word et Excel

Tes agents de la force de l'ordre retraite sont vivement encouragés (police, gendarmerie et PAC)

Maîtrise d'une ou plusieurs langues ouest-africaines est vivement encouragés.

Être titulaire d'un BAC maximum

Etre âgé (e) entre 25 et 45 ans

Pour postuler : envoyer votre cv plus une lettre de motivation : recrutement.brazzaville@vahQo.fr

Tel: 05 61 3 00 68

NB: Date limite de Réception des dossiers: 30 Mai 2015



AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Fourniture de matériels de dragage au GIE-SCEVN / Bangui, République Centrafricaine



Le Groupement d'intérêt Economique pour le Service Commun d'Entretien des Voies Navigables CONGO/RCA (GIE-SCEVN), sur financement de l'Union Européenne, envisage d'attribuer un marché de fournitures pour l'acquisition de matériels de dragage en un seul lot.

Le dossier d'appel d'offres et l'avis de marché détaillé peuvent être obtenus gratuitement sur le site web du GIE-SCEVN (www.gie-scevn.com), rubrique publication.

La date limite de remise des offres à la Représentation du GIE-SCEVN à Bangui (RCA) sise à Kolongo est fixée au 22 juillet 2015 à 10 heures, heure locale. Aucune offre ne sera acceptée après cette date limite.

L'ouverture des offres en séance publique, devant les soumissionnaires qui le souhaitent, aura lieu le 22 juillet 2015 à 12 heures, à la Représentation du GIE-SCEVN à Bangui (RCA).

Scanner - Radiologie numérique - Endodontie - Parodontologie - Implantologie - Prothèse - Pédodontie - Orthodontie

Cabinet Dentaire SEMINET

OFFRE D'EMPLOI

Titre du poste : Secrétaire médicale

Dans le cadre de son extension, le cabinet dentaire SEMINET sis au 2eme étage de l'immeuble CNSS, recherche trois (3) secrétaires médicales bilingues (Français - Anglais) jeunes diplômées même sans expérience professionnelle pour les deux cabinets (Pointe noire et Brazzaville).

Les candidates retenues suivront une formation de secrétaire médicale au sein du cabinet.

Adresser votre lettre de motivation et CV détaillé muni d'une photo au cabinet dentaire SEMINET ou par mail : secretariat-bzv@cdseminet.com; secretariat-pnr@cdseminet.com.

Pour plus de précision appeler au 06 683 15 14 / 05 551 42 96.

Nb : les candidates de Pointe noire doivent résider à Pointe - Noire.

Date limite des dossiers le 22 mai 2015.

IN MEMORIAM

Monsieur K.6 KEKOLA Gilbert

15 mai 2006 - 15 mai 2015

Neuf (9) années se sont écoulées depuis que tu nous as

quittés pour un long voyage sans retour.

Tu es absent, mais en étant présent car tu nous as laissé ton

amour, ta force et ton courage pour que nous continuons

cette belle vie que tu aimais.

Ton souvenir ne pourra jamais s'effacer.

Tu resteras toujours dans nos cœurs et pensées.

Tu veilles toujours sur nous.

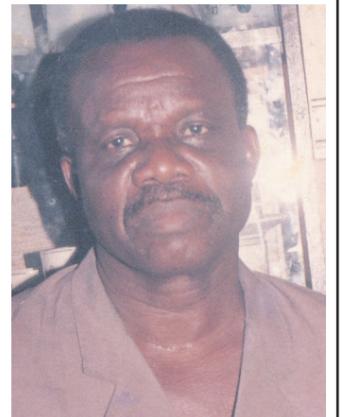
En ce jour mémorable tes enfants et ta famille prient tous

ceux qui ont connu K6 d'avoir une pensée pieuse pour lui.

Des messes d'action de grâce seront dites en l'Eglise Sainte

Marie de Ouenzé ce 14 - 15 Mai 2015 à 06heures 00.

Que son âme repose pour l'éternité auprès de Dieu le Père.



REMERCIEMENTS



Monsieur et madame Olala Gabriel remercient de tout cœur les honorables députés Evariste Ondongo et Benoît Inkari, le pasteur Alain Bakoua, le sous-préfet d'Ignié Ahmed Dzanga, les couples Nzobo André-Miampika David, le personnel de l'Institut national de la jeunesse et des sports et tous ceux qui ont contribué ou participé à la célébration de leur mariage à l'état-civil le 8 mai 2015 à Ignié et à la bénédiction nuptiale le 9 mai 2015 à la paroisse de Moukondo (Église évangélique du Congo).

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Si le pape continue de parler ainsi, tôt ou tard, je recommencerais à prier et je retournerai à l'Église catholique. »

Raul Castro, président de Cuba, L'Obs, 10 mai 2015

« Quand on n'a rien à proposer, on a recours à la religion ou à l'ethnie, parfois aux deux à la fois. Ce sont des entrepreneurs politiques malhonnêtes qui manipulent le communautarisme, ce n'est pas le peuple. »

Alpha Condé, président de Guinée (Conakry), Jeune Afrique, N°2835 du 10 au 16 mai 2015

« Les politiciens à eux seuls ne peuvent développer nos pays parce qu'il leur est difficile de penser global et ils ne peuvent pas cerner à la fois les réalités sociales physiques et environnementales et leurs interconnexions. »

Waly Ndiaye, intellectuel sénégalais et observateur politique, Le Quotidien, 17 avril 2015

« Résister à l'inacceptable, c'est la marque de fabrique des acteurs et des créateurs de changement. Ouvrir la chance d'un autre futur, c'est un devoir et une noblesse d'humanité. »

Maria Costil infirmière, syndicaliste française, Humanité, 30 avril 2015

« La parité consiste à reconnaître les femmes comme des paires, des semblables en capacité de changer les règles du jeu et non comme des éternelles complémentaires. »

Réjane Sénac, chargée de recherches au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences-Po), France, Libération, 4 mai 2015

NÉCROLOGIE

Les enfants Mazikou et petits fils ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur regretté père, grand-père Guillaume Mazikou alias Pdg. La veillée mortuaire est située au n°88 rue Djoué sur l'avenue Terre-jaune à Moundali. La date de l'inhumation vous sera indiquée ultérieurement.

CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE

La société civile crée une nouvelle plateforme

Les Associations et Réseaux de la société civile congolaise ont parvenu, pendant deux jours de travaux, du 14 au 15 mai, à créer une coordination nationale pour la gouvernance démocratique et électorale qui est dirigée par Céphas Germain Ewangui.

Cette structure est l'une des recommandations des assises de la société civile congolaise tenues en avril 2015. Selon le coordinateur national de cette plateforme, c'est pour la

règles morales, sociales et humaines. À nous donc, les acteurs de la société civile de prendre toute notre part de responsabilité en vue de la consolidation de notre démoc-

de souveraineté en choisissant librement ses dirigeants ou représentants à des postes électifs.

Abordant le point sur le changement ou non de la Constitution, les participants, après un large débat contradictoire sur la réforme institutionnelle, ont retenu la nécessité de la convocation d'un dialogue national inclusif, question, ont-ils précisé, de rechercher un consensus national sur les préoccupations liées au changement ou non de la Constitution du 20 janvier 2002 ; ainsi que sur d'autres préoccupations comme la gouvernance démocratique et électorale.



De gauche à droite : Loamba Moke, Céphas Germain Ewangui, Thomas Djolani et Amaicool Pombo

première fois au Congo, a-t-il insisté, que les Réseaux et Associations, jouissant les uns les autres d'une relative crédibilité, se décident de s'associer pour mutualiser leurs efforts et optimiser les atouts pour le triomphe du combat de la construction et de la consolidation de la démocratie.

Par ailleurs, il a relevé que partout où la démocratie a triomphé, la contribution des organisations de la société civile a toujours été déterminante. « La démocratie ne se décrète pas, mais se construit à travers tout un processus d'assimilation, d'intériorisation d'un ensemble de

cratie », a indiqué Céphas Germain Ewangui.

Au cours de ces deux jours de travaux, les participants ont suivi deux communications portant respectivement sur le réseautage présenté par le président de l'Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral, Loamba Moké ; le cycle et l'observation électorale par Céphas Germain Ewangui.

À propos de la dernière communication, les participants ont convenu que les élections font partie des piliers fondamentaux de la démocratie offrant ainsi à la population l'occasion d'exercer son droit

Ainsi, les participants ont-ils invité l'ensemble de la classe politique congolaise à dépasser les querelles et calculs politiques en vue de créer les conditions optimales devant permettre au Congo de passer harmonieusement de la phase d'instauration à celle de la consolidation de la démocratie.

« La démocratie est un ensemble des règles qui permettent de résoudre les contradictions et conflits inévitables dans toute société, soit par compromis, soit par consensus ou par tout autre accord que les parties tiennent pour légitime », ont déclaré les participants dans le communiqué final ayant sanctionné les travaux.

Roger Ngombé

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIÈRE !

L'IIPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes : Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91-E-mail : inscription@iiprc-training.org



Une expertise à votre portée

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Gestion comptable et financière des projets et programmes	5 jours	4 au 8 mai 2015
Analyse financière : pratique	3 jours	11 au 13 mai 2015
Méthodes et outils de gestion pour managers : savoir fixer des objectifs, élaborer son tableau de bord etc.	3 jours	18 au 20 mai 2015
Pratique de l'audit fiscal et contrôle interne	5 jours	18 au 22 mai 2015
Manager une équipe : perfectionnement	3 jours	26 au 28 mai 2015

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

NOTES DE VOYAGE

Destination Mindouli, en attendant la route...

« Je voudrais vous transmettre le message des populations et des autorités du Pool et des usagers de la route, ainsi que celui de l'Union européenne et du groupement d'entreprises conduit par la société RAZEL, message consistant à vous inviter respectueusement à inscrire dans votre agenda de travail très chargé, le lancement des travaux de la route kinkala-Mindouli. »

Ainsi s'adressait le ministre de l'Équipement et des travaux publics, le 8 mai à Talangaï. Une déclaration aux allures de plaidoyer, qui a dû passer inaperçue pour nombre de Congolais, tellement emportés par la joie de voir le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, venu lancer officiellement les travaux de construction des voies d'accès à Kintélé.

Dans quel état se trouve le tronçon décrit par le ministre Émile Ouosso ?

Nous avons voulu faire le Saint-Thomas en interrogeant les habitués de cette route et les populations qui habitent les localités du Pool. « Rien ne laisse présager ce que sera ce voyage lorsque l'on embarque à la gare routière de kindamba », avertit Urbain qui continue : « Le véhicule dans lequel nous nous sommes embarqués quitte la gare routière à 9 heures. À bien l'observer, il est plein c'est-à-dire avec un nombre suffisant de passagers. Pourtant, l'équipage, composé du conducteur et de son aide, pense le contraire. »

Tout au long des 90 kilomètres

environ qui séparent kindamba de Mindouli, les tas des bananes, les sacs d'aubergines violettes et manioc continuent d'être ramassés pour être entassés sur les caisses d'oranges et de tomates. Ce qui oblige les voyageurs, essentiellement les femmes et même les enfants, à se percher sur le toit du véhicule.

Arrivé à un ruisseau, non loin du village Louholo, tous les passagers sont contraints de descendre. Motif énoncé : les troncs d'arbres qui servent de pont sur ce cours d'eau ne peuvent résister au poids du véhicule et des passagers. Une prudence saluée par les passagers dans un sursaut inédit au regard de leur état physique.

C'est en comptabilisant ces incessants arrêts que le véhicule atteint enfin Mindouli à 18 heures passées sous la pluie battante. Il faut y passer la nuit. La réglementation étant désormais intransigeante. Faute d'auberges, ou d'argent pour certains, chacun essaie d'aménager une place afin de passer au mieux la nuit. À la belle étoile. Alors que les hommes transforment les chaises d'une

buvette en lits de fortune, les femmes et les enfants étalent les pagnes sur le sol.

Le lendemain, la police instruit d'attendre encore trois heures

carnaval de voitures sont invités à descendre et à conjuguer leurs efforts pour se libérer de ce borbier têtue. C'est finalement aux environs de 17 heures

qu'ils vivent à cause du sable », explique un habitué de la route. Ministre des Travaux publics, donc habitué à parcourir le pays par route, Émile Ouosso a



Des voyageurs contraints de marcher

avant de reprendre la route. Les raisons sont techniques. Quand sonne l'heure de partir, certains n'hésitent pas de lancer « Fini le calvaire ! ». Erreur, car à quelques encablures de là, de nombreux véhicules sont pris au piège par une route boueuse à cet endroit. Pas moins de 150 véhicules toutes catégories confondues !

On y trouve des semi-remorques, des véhicules de transports en commun, même des voitures d'occasion nouvellement acquises à Pointe-Noire et en acheminement vers la capitale. Tous les passagers de ce

que la situation est débloquée. Le convoi arrive à Brazzaville, principalement au marché Bourreau (gare routière de la partie sud de BZV) à 19 heures. C'est pour fuir ce calvaire que vendredi dernier, le véhicule qui est parti pour Kindamba a emprunté un autre axe routier : Cité des 17, Loumou-Loueto-Nkoué-Mayama-Kindamba. Parti de Brazzaville à 9 heures, ce véhicule de transport est arrivé à kindamba à 15 heures. Un record ! « Le trajet est court et rapide mais de nombreux chauffeurs de véhicules l'es-

compris l'urgence de lancer les travaux sur ce tronçon Kinkala-Mindouli pour soulager les souffrances des populations. « Nous voulons nous aussi voyager comme nos frères et sœurs qui font la route du Nord. Nous sommes informés qu'on peut désormais quitter Brazzaville à 9 heures et arriver à Ouesso à 17 heures car la route est impeccable et incite même au voyage », commente Fred, un fonctionnaire passionné par sa profession mais lassé par l'état de la route.

Jocelyn Francis Wabout



19 > 21 NOVEMBRE 2015
BRAZZAVILLE
FORUM INTERNATIONAL
DES INVESTISSEMENTS AU CONGO

APPEL À PROJETS

Brazzaville accueille en novembre 2015 le premier Forum
« Investir au Congo Brazzaville – ICB 2015 ».

Ce Forum est le rendez-vous incontournable pour la promotion des opportunités d'investissements au Congo auprès de partenaires industriels et financiers, tant africains qu'internationaux. Il se tient dans un contexte particulièrement favorable de diversification de l'économie congolaise, dans le cadre du Plan National de Développement 2012-2016.

Vous êtes dirigeant d'une entreprise congolaise et vous avez des projets de développement pour lesquels vous recherchez des partenaires ou des investisseurs ? Pour déposer votre projet et recevoir la fiche de référencement, nous vous invitons à nous contacter à l'adresse suivante : info@icb2015.com

Vos projets seront présentés sur le site Internet du Forum, www.icb2015.com, pour permettre aux investisseurs de les identifier et de vous rencontrer à l'occasion du Forum Investir au Congo du 19 au 21 novembre 2015.



REPUBLIQUE
DU CONGO



Centre d'Appui au Développement



API-CONGO
Brazzaville

SÉCURITÉ SOCIALE

La CNSS poursuit sa campagne auprès des chauffeurs de taxi et bus

Avec une vingtaine de stands répandus à travers la ville de Brazzaville, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) se rapproche de jour en jour des chauffeurs de taxi et bus, les incitant à se faire immatriculer. Cette proximité s'inscrit dans le cadre de la campagne d'immatriculation volontaire de cette catégorie de travailleurs, lancée le 28 mars dernier.

Depuis cette date, la CNSS enregistre plus de 300 fiches d'adhérents. Ces taximen ont déjà en leur possession les attestations d'affiliation. Cependant, ceux qui ont droit au badge (identité de la sécurité sociale), sont ceux-là qui ont commencé à cotiser. Pour l'instant les statistiques ne sont pas encore disponibles car la sensibilisation continue. À propos de la cotisation, elle est fixée à 12 250 FCfa par mois. Un montant calculé sur la base du salaire minimum, 50 400 FCfa. Le taximen n'est pas obligé de verser cet argent comptant, il peut le faire de manière échelonnée selon ses capacités. « C'est le prix de quelques bières. Faites-vous seulement violence car ce challenge vaut le coût. Vous n'avez plus de raison d'être une charge pour vos enfants », incitent les communicateurs de la CNSS. Ce montant qui est à verser durant trois mois couvre la re-

traite, l'allocation familiale et la CNSS. Il se substitue en employeur lors d'un accident de travail.

L'immatriculation est gratuite. Ainsi, tenant compte de la nature et des spécificités de cette activité, les procédures d'affiliation ainsi que les

congo et Mougali. « Aujourd'hui, il n'y a plus de compte commun, c'est devenu comme à la banque. Si l'intéressé veut avoir le solde de son compte, il vient auprès de la CNSS, et on lui donne l'état de son compte après avoir décliné son identité,

vons pas nous déplacer. Il fallait revaloriser cette fonction qui a un impact sur l'économie nationale. Et nous sommes tous des Congolais et nous avons droit au fruit de notre travail en méritant une retraite digne. Alors que ce n'était pas le cas des chauffeurs, des taximen

À l'époque c'était le propriétaire du véhicule qui faisait immatriculer le chauffeur, mais cela avait été mal agencé. La bonne nouvelle est que la CNSS a décidé de corriger les failles. Des informations ont été livrées aux taximen qui s'étaient fait immatriculer dans le temps et qui détiennent leur carnet de sécurité sociale et un numéro matricule. À ceux-là, il leur est demandé de se présenter aux différentes agences de la CNSS pour la réactivation de leur numéro afin d'envisager le paiement de leurs droits.

« En cas de décès, il y a la possibilité d'avoir une pension qu'on appelle le versement unique (- de 5ans) ; entre 5 et 19 ans, un versement proportionnel et à partir de 20 ans, la pension de vieillesse normale. Les ayants droit ont la possibilité mais pour ceux qui ne sont pas mariés (état civil), la compagne n'aura rien. Les enfants (0 à 20 ans) doivent être reconnus, pendant que vous cotisez, il faut avoir un dossier pour les allocations familiales », a-t-on fait savoir aux chauffeurs de taxis et bus.

Pourquoi la campagne de sensibilisation ne vise-t-elle que les chauffeurs de taxi et bus alors qu'il existe d'autres types de conducteurs notamment ceux des camions remorques, des sociétés de transports ? La réponse a été claire : ceux-là sont déjà immatriculés par leur patron car ils détiennent un contrat en bonne et due forme.

Nancy France Loutoumba



Une vue des participants

modalités de paiement des cotisations ont été allégées. Le dossier à fournir devra contenir une pièce d'identité, un extrait ou un permis de conduire, la photo étant faite sur place.

Afin de mieux mener cette opération, la CNSS a signé un partenariat avec Airtel, pour l'utilisation d'Airtel money notamment au niveau des stands. En attendant le démarrage de la procédure, les taximen peuvent se rapprocher des agences connues : centre-ville, Ba-

son numéro matricule. Tout est bien outillé, il n'y a plus aucune inquiétude », rassure la CNSS.

Dans le souci de toujours communiquer, après Bacongo, le syndicat des transporteurs en commun du Congo a réuni le 15 mai, d'autres chauffeurs à la commune de Ouenzé. Il s'agit d'ajouter aux efforts de communication de la CNSS. Une fois de plus, les chauffeurs ont été sensibilisés par les responsables de la CNSS à prendre en main leur avenir. « Hier le taximan était considéré de métier pas sérieux, alors que c'est le contraire car sans eux, nous ne pou-

qui ont travaillé durant de longues années. Et aux derniers jour de leur vie, ils ne bénéficient de rien », a déclaré le représentant de la CNSS auprès des chauffeurs.

Une nouveauté pour les taximen ?

Dans un jeu de questions et réponses, les conducteurs de taxi et de bus ont été éduqués sur la nécessité de cette opération qui leur permettra de bénéficier d'une pension et d'autres prestations inhérentes à la CNSS. Certes, il a existé une sécurité sociale dans les années 80, mais sous une autre forme.

CONSERVATION DE LA NATURE

Débat sur les gorilles de plaine à Brazzaville

Au centre de ce débat organisé le 13 mai à l'Institut français du Congo : une étude menée au niveau du Parc national d'Odzala-Kokoua, dans la clairière de Lokoué à Maya nord. Les travaux ont concerné, entre autres, le suivi bioécologique (biodiversité, génétique et comportement) d'un groupe de gorilles face à l'épidémie du virus Ebola.

Les organisateurs ont voulu mettre à la disposition des décideurs scientifiques et publics des informations sur les populations à préserver, notamment les gorilles de plaine. Ils ont identifié les menaces sur la biodiversité et leurs impacts sur le fonctionnement des écosystèmes. À travers cette collaboration entre l'université française et le Centre national de la recherche scientifique en France, les animatrices venant des deux institutions ont expliqué le fonctionnement de cette population (gorille) à travers un recensement et un dénombrement systématiques. Elles ont aussi démontré comment la population de ces mammifères a été reconstituée après le passage d'Ebola qui en a tué plus de 95%.

Des informations utiles pour le Congo qui désire mettre en valeur l'écotourisme en tant que 6^e destination mondiale du tourisme en 2015. À Odzala Kokoua, il est exercé le tourisme de luxe alors que le Congo entrevoit celui de masse. En effet, le Parc national d'Odzala-Kokoua géré par l'organisation non gouvernementale African Parks abrite une richesse variée de la faune et de la flore. À la suite de cette recherche de terrain, les scientifiques prétendent que le site présente un contexte favorable au développement de l'écotourisme de vision. Cependant, certaines maladies non pré-

visibles peuvent fragiliser la viabilité des populations. « Nous prenons cela comme une information pour être aguerris afin de canaliser les actions que nous devons entreprendre dans le cadre du développement de l'écotourisme. Car, si nous n'avons pas la maîtrise de tout ce qui se déroule dans la zone, il nous serait difficile d'orienter les actions pour le développement de l'écotourisme dans le marketing que nous allons faire dans la zone », a déclaré un cadre du ministère congolais de l'Économie forestière et du développement durable.

En sus, une conservation optimale nécessite connaissance et compréhension de la dynamique des systèmes faune-habitat. La conservation concerne l'ensemble de la biodiversité du parc. C'est ainsi que les chercheurs ont recommandé qu'il soit accéléré des activités de monitoring et de lutte anti-braconnage par les gestionnaires. Cette conférence a été organisée conjointement par l'ONG African parks et les chercheurs du CNRS et université de Rennes. Au-delà des exposés des experts, le public a eu droit à une exposition photographique sur les gorilles du Parc national d'Odzala-Kokoua présentée par l'ambassade de France.

N.F.L.



CHINA JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION CO., LTD

La société JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION est bien connue des entreprises de construction à grande échelle de la chine.

Actuellement, elle crée des succursales au Congo, dans le but d'entreprendre tous types de construction, de décoration et de conception des résidences privées

La société est également spécialisée dans la production et la vente de tous types de briques industrielles, de bonne qualité : de sable de concassage(sable rouge), de ciment et de gravier.








Nos tarifs sur les produits que nous proposons sont tels que :

- Brique de 120' 480 CFA
- Brique de 150' 580 CFA
- Brique de 200' 680 CFA
- Sable Rouge 20m³ 140.000 CFA
- Sable 20m³ 180.000 CFA
- Gravier 20m³ 250.000 CFA

Les tarifs proposés incluent les frais de chargement, de déchargement et de transport

NB : Livraison gratuite en zone urbaine (dans Brazzaville)

Adhérons à la bonne qualité et au bon service pour la majorité du peuple congolais.

Adresse : Brazzaville, Congo sur la route nationale N° 1 entre le bus Kinshasa et le village Jean

Contact : (+242) **06 690 7119** **06 655 1111**
06 985 5060 **06 919 8888**

COMMUNIQUÉ

Le Directeur général du Fonds routier informe les usagers de la route, que dans le cadre des travaux d'élargissement de la RN2, le poste de péage de Kintélé sera délocalisé pour le village LIFOULA (district d'Igné) Pool-est.

Cordialement.
La Direction générale du Fonds routier.

DISPARITION

Alexandre Gandou décédé à Paris

L'ancien président de la Commission de surveillance du marché financier (COSUMAF), Alexandre Gandou, a tiré sa révérence le mercredi 13 mai à Paris en France de suite d'une courte maladie.

Âgé de 59 ans et de nationalité congolaise, Alexandre Gandou a été nommé, en février 2003, par les chefs d'États de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) en qualité de président de la Commission de surveillance du marché financier (Cosumaf).

Avant d'accéder à la tête de cette institution, ce titulaire d'un Doctorat en Sciences économiques option « Monnaie et Finance » de l'université Dauphine Paris IX obtenu en 1982, a occupé de 1985 à 2001 plusieurs postes à responsabilités au sein de la plus grande banque commerciale du Congo, notamment l'Union congolaise de banque (UCB). Il y gravit progressivement les rangs de la hiérarchie pour terminer au top du management en qualité de directeur général. Il quitte cette banque après l'avoir conduite à sa privatisation au terme de laquelle le gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) lui confie le mandat de liquidateur de l'UCB. Mission qu'il assume avec brio.

Parallèlement à cette expérience bancaire, il ira préparer à Paris le diplôme de l'Institut Technique des Marchés (ITM) qu'il obtient avec une excellente mention. À son retour au pays entre 2002 et 2003, il

est nommé directeur de cabinet du ministre des Finances et du budget. Fort de la notoriété acquise à travers sa riche expérience renforcée par une formation dans le domaine de la banque et de la finance, il bénéficie de la reconnaissance des hautes autorités de son pays, notamment du président Denis Sassou N'Guesso qui propose sa candidature auprès des chefs d'États de la CÉMAC qui l'acceptent le 23 février 2003. Ainsi devient-il le premier Président de la Cosumaf.

Après y avoir passé dix ans, Alexandre Gandou intègre le cabinet international Maréchal & Associés. Spécialisé dans les questions boursières, ce cabinet s'est installé à Brazzaville en 2013. En s'adjoignant ses services, cette structure dont le siège se trouve actuellement dans la rue Charles-Foucault (annexe de l'hôtel Mikhaël en centre-ville), a été baptisée « cabinet Gandou Maréchal et Associés ».

En effet, spécialiste reconnu à l'international pour ses introductions en bourse dans tous les secteurs de marchés (New York, Casablanca et île Maurice), ce cabinet vient, après la zone de l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa) de s'implanter en zone Cémac par le truchement du Congo, en s'associant notamment avec Alexandre Gandou. Notons que le 4 juillet dernier, à Paris, le Club international des managers africains avait décerné à Alexandre Gandou un oscar. Une récompense de ses efforts pour la construction d'un marché financier régional dynamique dans la sous-région Cémac.

Rock Ngassakys

INDUSTRIE MINIÈRE

Un sommet prévu à Accra pour surmonter les difficultés du secteur

Le 7^e Sommet & Expo d'Afrique Centrale et de l'Ouest (WaCA) des Mines se tiendra à Accra, au Ghana les 20 et 21 mai. Ces assises devront donner à l'industrie la plateforme adéquate afin de trouver les moyens de surmonter les difficultés du secteur après une année de turbulences marquée par l'apparition du virus Ebola, la chute des cours des minerais, et la baisse de la demande mondiale.

Les débats porteront sur plusieurs sujets : surmonter les difficultés infrastructurelles et la transparence des politiques ; résilience dans les opérations minières ; gestion des talents et engagement de la communauté ; évaluation d'alternatives financières crédibles pour les projets miniers dans la région.

Selon des experts, ce sommet vient à point nommé puisque l'Afrique centrale qui regorge de bauxite et de réserves de minerai de fer de qualité supérieure est confrontée à la difficulté de voir ces réserves toujours sous-exploitées du fait de plusieurs risques. Il s'agit entre autres des risques d'ordre politique, de l'insuffisance des infrastructures, des réseaux de transport inadéquats, et des problèmes de réglementation fiscale.

Maggie Tan, PDG de Magenta Global, société hôte de ce grand rendez-vous estime que « ce sommet est une belle plateforme qui fera évoluer l'industrie, étant donné que les leaders de l'industrie,

les officiels des gouvernements, et bien d'autres acteurs de premier plan y prendront part ».

« L'industrie minière fait face à l'un des environnements des affaires les plus difficiles avec la baisse des prix des produits de base, la hausse des coûts et la complexité des opérations minières. Face à ces nombreux défis, atteindre un niveau de performance soutenue et durable est la solution pour une survie des opérations minières », relève-t-elle.

Pour sa part, Alfred Baku de Gold Fields affirme : « la résilience est ce dont toutes les opérations minières ont besoin, surtout avec l'environnement actuel des opérations. Nous avons hâte de partager notre stratégie corrective qui nous a permis de reprendre les choses en main lorsque nos opérations de Damang étaient menacées de fermeture, et maintenant génèrent de nouveaux profits ».

Connu sous l'appellation de WaCA Mining, ce sommet régional

connaîtra la participation d'acteurs importants de l'industrie venant de plus de 30 pays, dont le Congo, le Sénégal, le Bénin, la Guinée Equatoriale, le Nigéria, l'Afrique du Sud, la Namibie, et le Cameroun. Des délégations de hauts rangs des gouvernements du Bénin, du Sénégal, et de la Mauritanie et du Congo profiteront de cet événement pour présenter les potentialités minières de leurs pays respectifs.

La rencontre sera l'occasion de faire la présentation des leaders industriels tels que Johan Ferreira, directeur Afrique, et SVP Régional pour Newmont Mining Corporation, et Alfred Baku, vice-président Exécutif & directeur Afrique de l'Ouest chez Gold Fields.

Les visiteurs de la WaCA Mining Expo 2015 auront l'occasion de rencontrer et de travailler avec ces entreprises qui sont toutes optimistes quant aux potentialités de l'Afrique de l'Ouest et du centre, et prêtes à investir dans la région. L'exposition verra également la forte représentation des entreprises sud-africaines sous l'égide du Trade Investment KwaZulu Natel (TIKZN) qui participera au salon pour la deuxième année consécutive.

Nestor N'Gampoula



Annnonce Total E&P Congo

Projet « Classes Renforcées » au Lycée Victor Augagneur Concours d'entrée 2015

Dans le cadre de sa politique de Développement Durable, Total E&P Congo, en relation avec le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire chargé de l'Alphabétisation, soutient un projet qui vise à mettre en place des classes renforcées, à partir de la seconde, au lycée Victor Augagneur.

Soixante (60) élèves, au maximum, de nationalité congolaise seront sélectionnés par voie de concours (niveau troisième), pour constituer deux classes de seconde. Le concours sera organisé à Pointe-Noire du 15 au 16 Juillet 2015 à la suite d'une présélection sur dossier.

Ce dispositif d'excellence permet à ces élèves de suivre un double cursus dans les filières scientifiques : série C pour le bac congolais, série S pour le bac français, et de les préparer à une meilleure intégration dans l'enseignement supérieur.

Le projet s'engage à prendre en charge certains frais : livres scolaires (au programme français), calculatrices scientifiques, frais d'inscriptions aux examens. Le reste des frais occasionnés par la scolarité des élèves sera à la charge des parents d'élèves.

Les élèves de 3^{ème} intéressés doivent constituer un dossier de candidature contenant :

- Note du BEPC blanc organisé par la Direction Départementale ;
- Moyenne générale de l'année ;
- Bulletins scolaires des classes de 3^{ème} et de 4^{ème} ;
- Copie de l'acte de naissance ;
- Photos d'identité (2) ;
- Certificat de nationalité.

Les élèves doivent avoir entre 13 et 16 ans aux dates de déroulement du concours.

Les dossiers de candidature doivent être déposés à la Direction départementale de l'enseignement primaire et secondaire du département d'inscription du candidat ou au secrétariat du Lycée Victor Augagneur de Pointe-Noire.

Le dépôt des dossiers se fera du 02 au 31 mai 2015.



DDEPSA TOTAL E&P CONGO



Annnonce Total E&P Congo

Concours d'entrée 2015 dans les classes renforcées au Lycée Victor Augagneur

Les élèves ayant déposé leur dossier de candidature au concours d'entrée dans les classes renforcées et ne sachant pas s'ils ont été retenus doivent se rapprocher :

- Du lycée Victor Augagneur à Pointe-Noire ;
- ou de la Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation de Pointe-Noire, ou, du collège d'appartenance.

Pour les élèves dont les dossiers ont été retenus, une réunion d'information obligatoire se déroulera au Lycée Victor Augagneur le Vendredi 10 Juillet 2015 à 10h00. Les modalités, les horaires et le déroulement du concours leur seront précisés.

Le concours se déroulera du Mercredi 15 au Jeudi 16 Juillet 2015 au Lycée Victor Augagneur, suivant le planning ci-après :

- Mercredi 15 Juillet 2015
 - 09h – 11h30: Mathématiques
 - 14h – 16h30: Français
- Jeudi 16 Juillet 2015
 - 09h – 11h30 : Physique chimie

Attention : les élèves doivent absolument se présenter au concours munis d'une pièce d'identité.



VATICAN

Le pape François invite les évêques centrafricains au courage de la foi

Les prélats centrafricains au complet étaient au Vatican vendredi matin. Le Souverain pontife leur y a tenu un discours de réconfort et de fermeté.

Conduits par leur archevêque et président, Mgr Dieudonné Nzapalainga de Bangui, les évêques catholiques de Centrafrique ont achevé vendredi, au Vatican, leur visite ad limina. Une semaine après ceux du Congo-Brazzaville, notamment, les évêques de Centrafrique ont reçu du pape ses encouragements dans la situation difficile de leur pays qui tente de sortir de la grave crise qui l'affecte depuis au moins deux ans. Le pape a remercié pour la part que l'Eglise catholique a prise et continue de prendre dans l'apaisement souhaité au cœur de l'Afrique : « Je forme le vœu que ce pèlerinage aux sources de la foi vous donne réconfort et encouragement pour la poursuite

de votre ministère pastoral », leur-a-t-il dit.

Les premiers mots du chef de l'Eglise universelle ont été des paroles de réconfort pour tous les Centrafricains, demandant aux évêques de leur exprimer de sa part l'affection qu'il leur porte. « Je voudrais que vous transmettiez au peuple de Centrafrique tout entier l'assurance de ma proximité. Je sais les souffrances qu'il a vécues et qu'il vit encore, ainsi que les innombrables témoignages de foi et de fidélité que les chrétiens ont rendus au Christ ressuscité en de multiples occasions. Je suis particulièrement sensible à tout ce que vos communautés ont fait en faveur des personnes victimes

des violences et des réfugiés ». Le pape François rappelle à l'Eglise centrafricaine sa mission, difficile mais incontournable, de panser et guérir les plaies de la division, dans le contexte de violences qui a marqué la vie des Centrafricains ces derniers mois. « C'est lorsque le mal et la mort semblent triompher que l'espérance d'un renouveau fondé sur le Christ se fait jour. C'est quand la haine et la violence se déchaînent, que nous sommes appelés à répondre par le pardon et l'amour. Si, hélas, il n'en a pas toujours été ainsi dans les événements récents que vous avez connus, c'est bien le signe que l'Évangile n'a pas encore partout pénétré profondément le cœur du peuple de Dieu, au point d'en changer les réflexes et les comportements. »

Puiser son courage dans la foi ; assurer une formation authentique aux valeurs et rester des guides intrépides puisant dans la force de l'Évangile : le Pape a recommandé aux Evêques de Centrafrique de rester des témoins de dialogue, de paix et de concorde pour leurs concitoyens. « Vous êtes appelés à former la conscience des fidèles ; et même celle du peuple tout entier car votre voix est écoutée et respectée de tous. C'est de cette manière qu'il convient de tenir la place qui vous revient dans les évolutions actuelles, évitant d'entrer directement dans les querelles politiciennes. Mais, en formant et en encourageant des laïcs, à s'engager dans le débat politique et à prendre des responsabilités – et c'est leur rôle –, vous transformerez peu à

peu la société selon l'Évangile et préparerez un avenir heureux à votre peuple »

Le pape a enfin demandé aux évêques de Centrafrique de rester proches de leurs prêtres, de les soutenir tout en veillant, au besoin, à ce qu'ils ne dévient pas de leur mission et, quand c'est le cas, à ne pas hésiter. Le souverain pontife a appelé à soutenir les familles centrafricaines, lieu privilégié de l'annonce de la foi et berceau des vocations, mais qui sont aussi « les premières victimes des violences et qui sont trop souvent déstabilisées ou détruites en raison de l'éloignement d'un membre, d'un deuil, de la pauvreté, de discordes, de séparations. Je leur exprime ma proximité et mon affection », a-t-il conclu, en bénissant la nation centrafricaine tout entière.

Lucien Mpama

Assurances et Réassurances du Congo

Assurances Incendie
Assurances Transport
Assurances Multirisques Habitation
Assurances Glaces Tempête
Assurances Responsabilité Civile

Assurances Locales
Assurances Commerciales
Assurances Médicales
Assurances Voyage
Assurances Entreprises

Agence K17 - Avenue de la République - Brazzaville - Tél : +242 33 39 12 88 / 33 39 13 38
Agence PNR - 128 Avenue de la Liberté - Pointe-Noire - Tél : +242 22 281 40 43 / 22 28 13 38
[Email: ar@ar-congo.com - www.ar-congo.com]

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

VOUS ALLEZ ADORER NOS NOUVEAUX PRIX

A partir de **18.500.000** FCFA HTVA

Promouvoir la coopération industrielle en vue du développement commun

Bienvenue au 11^e Forum Lanting. Organisée conjointement par le Ministère des Affaires étrangères et un gouvernement local, en l'occurrence, le gouvernement populaire de la province du Hebei, cette édition du Forum Lanting est la première du genre et revêt donc une signification particulière.

Cette édition du Forum Lanting a trois objectifs : D'abord, offrir une nouvelle plateforme au Hebei et aux autres collectivités locales pour élargir leurs échanges avec l'extérieur, notamment dans le domaine de la coopération industrielle, dans l'esprit de la diplomatie au service du développement national, la première priorité de notre action extérieure ; deuxièmement, faire partager nos idées générales sur la coopération industrielle avec l'étranger pour gagner davantage de compréhension et de soutien de la communauté internationale ; troisièmement, associer les entrepreneurs, les experts, les universitaires et les personnalités des différents milieux et entendre leurs réflexions et propositions pragmatiques sur le développement de la coopération industrielle de la Chine avec le monde extérieur.

Chers Amis,

La Chine est depuis toujours un acteur important de la coopération industrielle internationale. Il y a plus de 30 ans, la Chine a fait le choix de la réforme et de l'ouverture. En ouvrant sa porte à l'extérieur, la Chine s'est mise à introduire massivement des capacités de production, des fonds et des technologies des pays développés et des « quatre dragons asiatiques », ce qui a joué un rôle important pour le décollage de l'économie chinoise et la réalisation d'une croissance soutenue et régulière. À cette époque-là, il s'agissait, pour la Chine, plutôt d'« introduire » que de « sortir », vu que son niveau économique était faible et qu'elle se trouvait au bas de la chaîne industrielle mondiale.

Grâce à plus de 30 ans de développement, la Chine a connu des changements prodigieux. Sa place sur l'échiquier économique international et la chaîne industrielle mondiale a aussi beaucoup évolué. La Chine est aujourd'hui la deuxième économie du monde, la première puissance en termes de commerce de marchandises, le premier détenteur de réserves de devises et le troisième émetteur d'investissements à l'étranger. Et elle est le plus grand partenaire commercial pour quelque 130 pays. En plus de ses efforts d'« introduire », la Chine est aujourd'hui en position d'exporter ses capacités de production compétitives.

Portons notre regard vers le monde. L'économie mondiale n'est pas encore complètement sortie de l'ombre de la crise financière, le problème d'inégalités entre régions et entre le Nord et le Sud se pose avec une acuité croissante, et le monde connaît de nouveaux réajustements profonds en ce qui concerne les fonds, les industries et les technologies. Tout cela est source de défis, mais aussi d'opportunités à saisir pour faire valoir notre complémentarité et construire des coopérations gagnant-gagnant. Comment saisir ces opportunités afin de renforcer la coopération et de promouvoir le développement et le redressement des différents pays, notamment des nombreux pays en développement, voilà une tâche importante devant nous tous. La Chine est prête, dans un esprit de gagnant-gagnant, à élargir davantage son ouverture et à renforcer énergiquement sa coopération industrielle avec les différents pays afin d'intégrer son économie dans l'économie mondiale de manière profonde, dans des champs plus vastes et à des niveaux plus élevés, en vue de la prospérité commune et du progrès partagé de tous les pays du monde.

Premièrement, renforcer la coopération industrielle internationale est indispensable pour accélérer la transition et la montée en gamme de l'économie chinoise. Après des années de développement, la Chine est entrée dans une phase mûre d'industrialisation et possède aujourd'hui d'importantes industries performantes et des capacités de production abondantes. Située au premier rang de la production mondiale pour plus de 220 catégories de produits industriels dont l'acier, le ciment et l'automobile, elle fabrique 38% des machines-outils, 41% des bateaux et 60% des générateurs d'électricité du monde. Ce ne sont pas des industries désuètes ou obsolètes, mais des capacités de production très compétitives. En pleine restructuration économique, la Chine œuvre actuellement pour passer de son statut d'« usine du monde » des produits ordinaires à celui de base de production d'équipements avancés. L'exportation des capacités de production performantes aidera à atténuer la saturation relative du marché domestique et représente également une mesure importante pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'économie chinoise. De plus, la montée en gamme de l'économie chinoise donnera des impulsions fortes et durables à la croissance mondiale, ce qui est une bonne chose pour tous.

Deuxièmement, renforcer la coopération industrielle internationale répond aux besoins réels des nombreux pays en développement en Asie, en Afrique et en Amérique latine se trouvent encore dans la phase de décollage économique ou la phase primaire d'industrialisation, d'où des besoins énormes et urgents en fonds, équipements et technologies. Par rapport aux autres pays, la Chine possède des capacités de production abondantes et dotées des atouts uniques : équipements avancés et pratiques, technologies éprouvées et fiables, bon rapport qualité-prix, transfert non assorti de conditions. De plus, la Chine possède des fonds et des réserves de devises abondants et compte investir, d'ici cinq ans, plus de 650 milliards de dollars US à l'étranger, ce qui constitue un soutien et une garantie financiers solides à l'exportation des capacités de production. Tout cela explique l'intérêt et l'accueil favorable apportés par de nombreux pays en développement à l'égard des capacités de production chinoises et il existe dans ce domaine un espace et un potentiel considérables de coopération. J'aimerais vous donner un exemple. Lors de sa visite au Kazakhstan en décembre dernier, le Premier Ministre Li Keqiang a proposé de renforcer la coopération industrielle entre les deux pays, proposition qui est en phase avec la stratégie du développement du Kazakhstan et répond à ses besoins. En quelques mois seulement, les deux parties ont signé des accords de coopération dans 28 domaines d'un montant total de 23,6 milliards de dollars US. En me rendant dans cinq pays africains au début de l'année, j'ai pu mesurer la volonté ardente des pays africains d'accélérer leur industrialisation et de réaliser un développement diversifié. Dès son lancement, l'initiative chinoise de développer la coopération industrielle avec les pays africains a reçu un écho favorable et un accueil chaleureux de leur part. Pas mal d'entre eux souhaitent être une destination privilégiée du transfert de capacités de production chinoises.

Troisièmement, renforcer la coopération industrielle internationale fait partie importante de la dimension économique d'un nouveau modèle de relations internationales basé sur la coopération gagnant-gagnant. À la différence de certaines grandes puissances établies qui recouraient à la confrontation de

blocs ou s'accrochaient au jeu à somme nulle et à la logique de la guerre froide, la Chine poursuit fermement une stratégie d'ouverture mutuellement bénéfique et œuvre à traduire l'idée du gagnant-gagnant dans tous les aspects de sa coopération avec l'extérieur, qu'ils soient politique, économique, sécuritaire ou culturel. C'est pourquoi le Président Xi Jinping a plaidé pour un nouveau modèle de relations internationales basé sur la coopération gagnant-gagnant. Pour nous, il est inacceptable que certains pays s'enrichissent sans cesse alors que d'autres souffrent toujours de la pauvreté et du sous-développement. Chaque pays doit, tout en assurant son propre développement, contribuer activement au développement commun de tous les pays du monde.

La coopération industrielle internationale favorise la libre circulation des ressources, la connexion et l'intégration des marchés et un partage large des fruits du développement. Il s'agit d'un moyen efficace pour remédier aux déséquilibres de l'économie mondiale et aux inégalités dans l'allocation des ressources. Étant le plus grand pays en développement, la Chine a la responsabilité, la volonté et la capacité d'accompagner le développement accéléré des autres pays en développement. Elle entend leur apporter, par la coopération industrielle internationale, de nouvelles opportunités d'investissement et les aider à améliorer les infrastructures, à bénéficier du transfert technologique, à créer plus d'emplois et à renforcer la capacité d'auto-développement de sorte que ces pays et leurs peuples aient réellement accès aux opportunités de développement et en retirent des bénéfices tangibles. Par la coopération industrielle qui mettra à profit la complémentarité avec les autres pays, nous souhaitons favoriser l'évolution de l'économie mondiale dans un sens plus ouvert, plus équilibré, plus rationnel et plus inclusif et construire ensemble une communauté de destin et d'intérêts marquée par l'interdépendance et l'interpénétration des différents pays.

Chers Amis,

Pour renforcer la coopération industrielle internationale, la Chine s'attachera aux principes suivants :

Premièrement, une juste conception de la justice et des intérêts. Dans la coopération avec les autres pays en développement, nous sommes attachés à la juste conception de la justice et des intérêts avancée par le Président Xi Jinping, tenons compte autant que possible des difficultés réelles de nos partenaires et leur fournissons du soutien nécessaire en matière de financement. Nous demandons aux entreprises chinoises de se conformer à la loi du pays d'accueil, de bien remplir leurs responsabilités sociales, de ne jamais agir au détriment de l'environnement et des intérêts à long terme du pays d'accueil, et de rejeter catégoriquement les pratiques coloniales qui consistent en exploitation et pillage.

Deuxièmement, la coopération gagnant-gagnant. Dans sa coopération avec l'extérieur, la Chine ne cherche pas d'intérêts unilatéraux, bien au contraire, elle cherche à réaliser dans la plus grande mesure le bénéfice mutuel et le gagnant-gagnant à travers une coopération industrielle pragmatique et efficace sur la base des principes du volontariat, de l'égalité et du bénéfice mutuel, des besoins réels des partenaires et des synergies entre les stratégies de développement. Quant aux pays sous-développés, nous sommes disponibles à les aider, selon leurs spécificités et potentiels de développement, à transformer effectivement leurs atouts en matière de ressources naturelles et de main-d'œuvre en capacité d'auto-développement.

Troisièmement, l'ouverture et l'inclusivité. La coopération que nous menons est tout à fait transparente et ouverte. Elle n'est pas fermée ni exclusive. Elle ne cherche pas à créer une situation de concurrence monopolistique. Jusqu'à présent, dans la coopération industrielle, nos partenaires sont pour la plupart des pays en développement. Nous serons heureux que les autres pays, y compris les pays développés, nous rejoignent pour accompagner ensemble le redressement des pays en développement. Nous sommes également disponibles à réfléchir activement sur les possibilités de coopération industrielle de haut niveau avec les pays développés.

Quatrièmement, le respect des règles du marché. Il faut respecter le rôle principal des entreprises et donner le rôle décisif au marché dans l'allocation des ressources. Nous respectons strictement les règles du marché et observons les normes internationales courantes. Les entreprises sont autonomes dans la prise de décisions et assument elles-mêmes leurs profits et pertes. Dans le même temps, il faut faire jouer pleinement au gouvernement son rôle d'orientation, de coordination, de régulation et de soutien par la fourniture de services et perfectionner les cadres institutionnel, réglementaire et politique ainsi que les services financiers pour encourager et soutenir le développement à l'international des entreprises chinoises.

Chers Amis,

La coopération industrielle internationale est un chantier systémique qui exige des efforts coordonnés de tous les acteurs, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Le Ministère des Affaires étrangères continuera à s'engager pour renforcer activement les relations d'amitié avec les différents pays et assurer un environnement extérieur favorable et bienveillant à la coopération de la Chine avec le reste du monde. Dans le même temps, nous travaillerons étroitement avec la Commission nationale du Développement et de la Réforme, le Ministère du Commerce et les autres départements compétents pour perfectionner la planification globale et stratégique afin d'offrir des garanties institutionnelles, un appui politique et des services financiers plus solides aux entreprises chinoises dans leur développement à l'international. Nous ne ménagerons aucun effort pour aider les entreprises chinoises performantes et crédibles à nouer des partenariats, mieux les orienter et soutenir avec de meilleurs services, y compris dans les domaines de l'information et de la protection consulaire, et assurer les droits et intérêts légaux et légitimes des entreprises chinoises à l'étranger.

Le Hebei est une province industrielle traditionnelle dotée des atouts remarquables. Il dispose des capacités de production compétitives et abondantes, des technologies avancées et des expertises de gestion concluantes dans les secteurs de l'acier, du ciment, du verre et du photovoltaïque. Actuellement, l'initiative des « Routes de la Soie terrestre et maritime » est en pleine construction et l'initiative de coopération sino-africaine sur « les trois réseaux et l'industrialisation » en Afrique entre dans sa phase d'exécution. Les industries d'excellence du Hebei bénéficient, dans ce contexte, de rares opportunités pour aller vers le monde extérieur. Je suis convaincu qu'en prenant ce forum comme un point de départ, le Hebei saura certainement saisir les opportunités, faire valoir pleinement ses atouts et agir en pionnier dans la coopération industrielle internationale pour réaliser sans cesse de nouveaux progrès.

Wang Yi, Ministre des Affaires étrangères

CHRONIQUE

Grand retour du cinéma en salle à Brazzaville !

En ce moment précis où la prestigieuse ville de Cannes célèbre le cinéma par sa non moins fameuse croisette qui en est à sa 68^e édition, Brazzaville, qui n'a jamais souhaité demeurer en marge d'un tel évènement planétaire, inaugure à sa manière un concept qui, à n'en point douter, devrait contribuer à réactualiser la vulgarisation du grand écran et ce, pour le plus grand bonheur des cinéphiles que nous demeurons.

Cette initiative louable, nous la devons à une société, philanthropique dirons-nous, ou simplement composée d'amoureux inconditionnels du 7^e art. Il s'agit du groupe Alpha-Tout qui, en collaboration avec la société Sorom Color, et à son corps défendant, a pu obtenir de la société de téléphonie mobile, MTN Congo, un contrat pour des projections cinématographiques hebdomadaires (de Jeudi à Dimanche) dans la salle de conférence appropriée de l'hôtel de la Préfecture de Brazzaville.

Il est intéressant de se rendre compte que c'est dans cette même salle que s'était engagée, il y a quelques temps déjà, une grande réflexion impulsée par le ministère de la Culture, avec les personnes ressources du monde cinématographique

congolais, sans qu'elle ne produise de résultat probant.

Alors, pour vous qui passez ou résidez dans notre ville capitale, il est bon d'en être informés, car s'il est bien vrai que nous avons perdu nos réflexes d'accrocs du grand écran, il n'en demeure pas moins que nous sommes restés dans notre for intérieur portés sur les salles obscures, mais surtout que nous recelons des valeurs sûres dans les métiers du cinéma, parmi la génération des Claudia Aïdara, Amour Sauveur, Nadège Batou, Tima Ouamba, etc. tous se réclamant de la succession nationale des Alain Nkodia et autres Sébastien Kamba..., sans feindre leur admiration pour les cinéastes africains en général.

Le projet intitulé MTN Movie's House, fonctionnel depuis le mois de février dernier, prend sa vitesse de croisière, avec pour particularité, en sus de la salle climatisée et de l'écran géant, des tarifs avantageux, des boissons et autres confiseries offertes, la diffusion de films anciens et récents de tous genres.

En effet, parmi les films projetés, nombreux sont récents, à l'opposé de ce qui se projette dans de multiples vidéo clubs, qui ont succédé aux salles

de cinéma, avec des œuvres surannées de Bollywood, Nollywood et des films chinois, plus portés sur les arts martiaux, sans évoquer les œuvres pornographiques. C'est grâce à un accord passé entre le groupe Alpha-Tout et la société de production française Sim26 que l'on peut se targuer de ce privilège. En témoigne la programmation des films sortis en 2014, l'animation pour les jeunes avec les pingouins de Madagascar, No pain no gain, Exodus, de Ridley Scott, ou encore Sex tape et Birdman, et même ceux datant de 2015, à l'instar d'Interstellar, Hobbit ou pour les plus jeunes, Tortues Ninjas.

Nous devons tous caresser le doux rêve que ce projet culturel très sain puisse en drainer d'autres et susciter dans la foulée un regain de salles projetant du bon cinéma attrayant et éducatif afin que les cinéphiles, dont une grande majorité se trouve être des jeunes, puissent retrouver la joie de vivre des années 80, où il était de bon ton d'évoquer les derniers potins du monde cinématographique, certes, mais aussi d'observer combien le grand écran dans les salles affermissait des liens de confrérie.

Ferréol Constant Patrick Gassackys

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA BIODIVERSITÉ

Unesco plaide pour le développement durable

Célébrée chaque 22 mai, en 2015 la Journée internationale de la diversité biologique se place sous le thème de la « biodiversité pour le développement durable ». Cela correspond à la déclaration de Gangwon sur la biodiversité pour un développement durable, adoptée à la réunion de 2014 de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique, selon le plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 et les objectifs d'Aichi pour la biodiversité.

« Il est essentiel aujourd'hui d'inscrire la biodiversité dans le courant dominant de la coopération internationale en faveur du développement durable. La biodiversité, porteuse d'un large éventail de valeurs écologiques, génétiques, socioéconomiques, scientifiques, éducatives, culturelles et esthétiques doit être au cœur du nouveau programme mondial pour le développement durable », a déclaré Irina Bokova directrice générale avant de poursuivre « L'Unesco est idéalement placée pour favoriser et promouvoir la biodiversité et toutes ses valeurs par des biais essentiels à l'édification de sociétés résilientes ».

La Convention du patrimoine mondial et le réseau mondial des réserves de biosphère de l'Unesco sont les porte-drapeaux de l'action menée par cette ins-

titution pour la promotion de la diversité biologique durable aux niveaux local, national et international. Les sites du patrimoine mondial symbolisent des valeurs universelles exceptionnelles, indispensables à toute l'humanité, tandis que les réserves de biosphère sont des lieux d'apprentissage actif du développement durable.

Aujourd'hui, cela englobe 197 sites naturels et 31 biens du patrimoine mondial mixtes – des exemples exceptionnels de l'évolution de la vie, de l'histoire de la planète et de la conservation de la biodiversité terrestre, aquatique et marine – ainsi que 631 réserves de biosphère dans 119 pays, représentatifs de tous les grands types d'écosystèmes. Dans tous ces domaines, l'Unesco encourage une coopération transnationale plus étroite pour créer de la solidarité et un esprit de paix dans une période où cette démarche n'a jamais été aussi importante.

Rappelons que l'avenir de l'humanité est étroitement lié à la diversité biologique, c'est-à-dire toutes les formes de vie sur Terre. La biodiversité est essentielle au développement durable et au bien-être humain. Elle est cruciale pour la réduction de la pauvreté, en raison des produits de base qu'elle procure et des services rendus par les écosystèmes.

Hermione Désirée Ngoma

METATOUT

PREFABS

Qualité et Développement Durable !

N'hésitez pas à visiter notre Show-Room !



Bâtiments préfabriqués - Conteneurs de vie - Bâtiments en acier léger galvanisé
Bâtiments en acier structurel - Logements pratiques prêts à l'emploi - Stations Services
Bâtiments écologiques - Bâtiments à systèmes modulaires
Hangars - Cabines Mobilier urbain - Sanitaires

INTENTIONS DE VOTE AUX PROVINCIALES

Le Palu mène la barque

Selon une étude réalisée par l'institut de sondage Les Points, le parti cher au patriarche Antoine Gizenga récolte douze sièges, soit 25% de l'électorat provincial de Kinshasa, et arrive en première place.

Pour le sondage Les Points réalisé à Kinshasa du 8 au 9 mai, il y a lieu, pour les provinciales annoncées dans les tout prochains jours, de s'attendre à un vote sanction contre les membres de l'Assemblée provinciale de Kinshasa. Les sondés reprocheraient aux députés provinciaux d'ignorer les véritables préoccupations quotidiennes des Kinsois, de rester distants de leurs bases respectives. « Le divorce semble déjà consommé. Certains enquêtés ne se souviennent plus de leurs députés provinciaux et de leur dernière descente sur le terrain pour communier avec leurs électeurs », a noté Les Points dans les commentaires de cette étude.

Les résultats affichés par cet institut de sondage dont l'efficacité est prouvée par le travail effectué au fil du temps, révèlent, en effet, un profond changement qui se profile au sein de l'Assemblée provinciale de Kinshasa. Il est relevé que le tsunami en gestation va emporter, en premier lieu, le parti majoritaire, le Mouvement de libération du Congo (MLC), qui passe

de 46 % en octobre 2006 à 4% en mai 2015, soit de vingt-deux à quatre sièges. Cette chute également justifiée, selon Les Points, par l'entrée en jeux de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), parti de l'opposition dont le boycott des élections en 2006 avait largement profité au MLC. « Les multiples départs des cadres de premier rang enregistrés depuis la mise en accusation du leader du MLC à la CPI ont également asséné un coup fatal à cette formation politique », a expliqué cet institut de sondage.

Plusieurs autres partis perdent également leurs sièges. Il s'agit du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), qui a subi une régression de sept sièges. Cette formation politique passe, en effet, de 21 % octobre 2006 à 6 % mai 2015. L'institut Les Points craint également la disparition d'autres partis à l'Assemblée provinciale de Kinshasa. Ces résultats ont visé notamment le RCD, le PRP, le Camp de la patrie, l'Unafec et la Démocratie chrétienne.

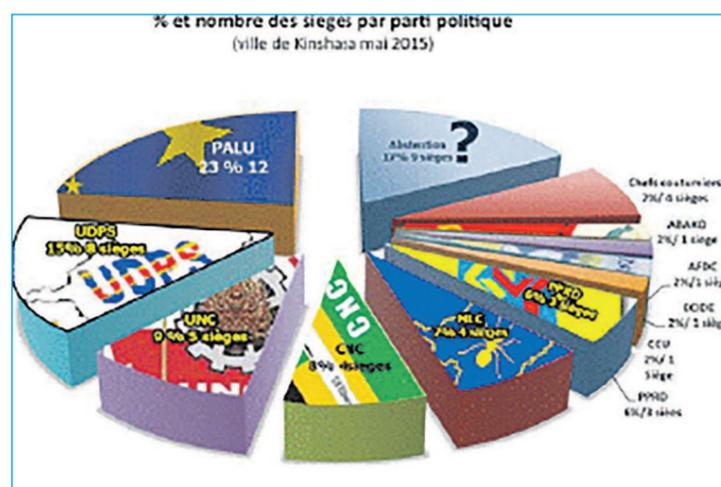
Et vint le Palu !

Cette déchéance des autres formations politiques profite au Parti Lumumbiste unifié (Palu), qui ne comptait qu'un seul député provincial en 2006 et qui, à ce jour, affiche complet avec une nouvelle

vision de cohésion nationale, à laquelle ont adhéré de nombreux partis politiques lors des festivités commémorant son cinquantième. Des points de vue des sondés, le parti cher au patriarche Antoine Gizenga récolte douze sièges, soit 25% de l'électorat provincial de Kinshasa et arrive en première place.

Ce parti est suivi sur l'échelle par l'UDPS, qui est très active sur le terrain et qui s'affiche pour la toute première fois dans l'Assemblée provinciale, avec 15 % des voix représentant soit huit sièges. « N'eût été la guerre de succession entre la famille biologique et les militants de première heure, ce parti aurait réalisé un meilleur score », a soutenu l'institut de sondage, qui suit l'histoire politique, économique, sociale, religieuse et culturelle du pays à la loupe.

Il y a également certains autres partis politiques qui font leur entrée dans l'Assemblée provinciale. Dans ce nombre, cette étude de Les Points a décelé l'Union pour la nation congolaise (UNC), qui obtient cinq sièges soit 9 % des voix. Alors, ce parti cher à Vital Kamerhe fait face à une forte concurrence des autres, considérés comme de petites formations politiques. Il s'agit notamment, selon Les Points, du CNC, qui a réussi à implanter ses cellules



Les résultats affichés par Les Points

dans tous les quartiers de la ville de Kinshasa et qui arrive à la quatrième marche et obtient 8 % (quatre sièges). Il y a également le CCU, l'AFDC et l'Ecide, qui totalisent chacun 2 % équivalent à un siège.

Tirant la conclusion de cette étude, l'institut de sondage Les Points a noté qu'en attendant les réalités de la campagne électorale pour éclairer sur les abstentions estimées à 17% soit neuf sièges, aucun parti n'est parvenu à rafler la majorité à l'assemblée provinciale. Ce qui l'a amené à conseillé des alliances, avant de prétendre gouverner la ville de Kinshasa.

La principale préoccupation du présent sondage était, selon Les Points, de prendre des renseignements viables sur l'adhésion ou pas de la population à l'organisation des élections provinciales et locales directes en octobre prochain. Alors que le deuxième volet de ce sondage a consisté aux

intentions de vote des futures élections provinciales.

Globalement, il s'est dégagé que la population à hauteur de 66% est déterminée à exercer son droit de vote le 25 octobre 2015 pour renouveler les assemblées provinciales et élire ses dirigeants à la base. Cette catégorie des répondants a soutenu à Les Points que les députés provinciaux actuels ont largement dépassé leur mandat se muant ainsi en fonctionnaires de l'Etat plutôt que des représentants de la population.

Pour cette première catégorie constituée de 43% des sympathisants de l'opposition, 62% de la majorité présidentielle, 37% de la société civile et 76% du reste de la population sans aucune tendance politique, repousser les élections provinciales à une date ultérieure risque de perturber le calendrier électoral et créer le glissement dont elle ne veut pas.

Lucien Dianzenza

AGRICULTURE

Le secteur privé réticent à investir

Les différentes politiques de relance et d'industrialisation ne permettent pas à ce stade d'espérer attirer des investissements privés lourds dans l'un des secteurs les plus redoutés par les banques.

Enfonçant davantage le clou sur cette épineuse question, un rapport de la plate-forme d'information sur l'aide au développement AidData renseigne que la probabilité de mener une réforme réussie est plus faible dans l'agriculture que dans n'importe quel autre domaine. En dépit d'un potentiel aussi énorme dans le secteur agricole, la question liée à l'attractivité est bien plus préoccupante qu'on ne le pense. Certes, ces dernières années, le secteur agricole a recommencé à susciter de l'intérêt mais l'on est encore loin d'un déclic après cinquante ans de constante régression. En effet, à une certaine époque, le pays pouvait garantir la sécurité alimentaire. Même avec 80% de population rurale, la RDC meurt de faim.

Selon un banquier contacté par la rédaction, une demande de crédit agricole a du mal à passer dans la vingtaine de banques que compte le pays. D'abord, parce que très peu de banques sont outillées pour examiner des projets dans ce secteur, a-t-il insisté. Et

cela ne doit pas éluder la bonne santé du crédit, de l'encours et de l'épargne avec plus 20% de croissance en 2014. Mais il y a un problème spécifique au secteur agricole. « Les banques ne peuvent pas intervenir en amont de la production. Le risque est tellement important qu'elles préfèrent octroyer leurs crédits au moment où l'opérateur agricole se rapproche de la commercialisation », a ajouté ce banquier. Lorsqu'il s'agit d'attirer des investissements privés pour relancer l'agriculture en RDC, le problème de l'accès au crédit est bien réel. Les banques rechignent à s'engager dans une telle démarche jugée trop hasardeuse. Et le résultat est indiscutable : moins de 1% du portefeuille de crédit des banques est allouée au secteur agricole. Comme l'a expliqué un expert, il y a un lien entre l'économie et le financier. La croissance économique est le résultat de l'accroissement des activités et de la disponibilité des crédits pour les entrepreneurs. Or, la croissance économique assure généralement un meilleur accès au crédit.

Avec le concours du Fonds d'inclusion financière (FPM), une étude pourra très bientôt permettre de dresser une cartographie de la demande en finance-



Parc agro-industriel de Bukanga Lonzo à Bandundu

ment dans le secteur agricole. Déjà, il est prévu le lancement des programmes d'assistance technique à l'attention des banques et institutions de microfinance. L'on apprend par ailleurs que beaucoup de banques auraient exprimé leur totale adhésion à la démarche. Elles espèrent ainsi tirer le plus large profit de cette formation.

D'autres paramètres contribuent à réduire l'attractivité du secteur agricole. Le dernier rapport d'AidData met en lumière des contraintes liées à la propriété foncière et à la pression de certaines organisations internationales. Ce document est le fruit des entretiens réalisés avec plus de 6000 décideurs et professionnels de l'aide internationale dans

126 pays à travers le monde. Pour les acteurs interrogés, il est vraiment plus difficile pour les organisations de coopération internationale d'implémenter les changements dans les politiques gouvernementales.

Pour le cas de la RDC, certains experts ont insisté sur la difficulté d'appliquer une approche commune entre les organisations de coopération internationale attachées généralement au développement de la production familiale, et l'État congolais qui souhaite atteindre un niveau de production à grande échelle. « Avec les négociations en cours sur les OMD, ces organisations devraient plus prêter attention à l'impact de leurs décisions ».

Laurent Essolomwa

ZONES MINIÈRES DU KATANGA

Un danger pour les travailleurs et autochtones

C'est la crainte exprimée par le ministre de la Recherche scientifique et Technologique, Daniel Madimba Kalonji, au regard de l'exploitation à la fois de manière industrielle et artisanale dans la province cuprifère des gisements miniers avec une teneur de l'uranium.

Selon l'Agence congolaise de presse, en début de week-end dernier, il y a eu toute une séance de travail entre le gouvernement et les opérateurs miniers locaux autour de cette épineuse question d'exposition des travailleurs engagés dans les sites miniers et de la population habitant les environs.

Pour les autorités congolaises, il est important de continuer la sensibilisation des opérateurs miniers sur les mesures d'encadrement nécessaires à arrêter pour préserver la santé de toutes les personnes impliquées. Aussi Daniel Madimba Kalonji a-t-il fustigé les risques de contamination réelle suite aux mauvaises conditions générales de l'exploitation minière au Katanga. Selon lui, il est impérieux de mettre en œuvre les mesures préventives pour arriver effectivement à réduire les risques de contamination de la radioactivité.

L.E.

VIE DES PARTIS

Henri Mova prend les commandes du PPRD

À cinquante-deux ans, ce « kabiliste » des premières heures revient au cœur des affaires politiques à Kinshasa sous le statut de chef du parti présidentiel.

Le dernier congrès du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) tenu du 14 au 15 mai à la Foire internationale de Kinshasa a été marqué par la désignation d'Henri Mova Sakani au poste de secrétaire général. Il remplace Évariste Boshab qui ne pouvait plus cumuler ses charges de vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et Sécurité avec une fonction de direction au sein d'un parti politique. Le nouveau promu qui a supplanté son challenger, le député Ramazani Shadari (président du groupe parlementaire PPRD à l'Assemblée nationale) en obtenant plus d'opinions favorables, incarne aujourd'hui les espoirs du parti présidentiel à l'heure des grands enjeux politiques. D'aucuns voient en lui le bon choix en raison des qualités idéologiques mais aussi de l'expertise intellectuelle et l'expérience sur le terrain dont il est doté. Des atouts indéniables qui pourront booster le développement du parti présidentiel en le tirant des méandres de l'immobilisme.

Prenant la parole après sa désignation, Henri Mova a clairement affiché son intention d'innover et



Henri Mova

de sortir des sentiers battus en faisant la démonstration d'une autre manière de faire la politique. Il a indiqué que le PPRD devra adapter sa lutte en tenant compte des enjeux actuels pour être toujours victorieux. Des secousses, a-t-il reconnu, il y en aura eu égard aux perspectives électorales, mais ils ne seront surmontés qu'à force d'unité, de passion et d'amour sur fond d'une volonté commune de découdre avec les difficultés. « De toutes les façons, nous n'avons pas de choix. Ou il faudra s'unir, ou il faudra périr », a ajouté le nouveau secrétaire général avant de féliciter l'ancienne équipe pour le travail abattu.

Né le 10 novembre 1962 à Lubumbashi dans le Katanga, Henri Mova

est détenteur d'une licence en relations internationales de l'Université de Lubumbashi en 1988. Pur produit du « Kabilisme », il a été membre de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo, la rébellion de Laurent-Désiré Kabila. Sous cette casquette, il a été nommé ministre des Affaires foncières, de l'Environnement et du Développement touristique, vice-ministre aux Affaires étrangères, ministre de l'Information, Porte-parole du gouvernement et président du Conseil d'administration de la RVA (Régie des voies aériennes) avant d'être nommé ambassadeur de la RDC à Bruxelles (près le Benelux et l'Union européenne).

Alain Diasso

SANTÉ

L'Unicef et l'UE s'engagent dans la lutte contre la malnutrition des enfants en RDC

L'Unicef et le service d'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (ECHO) sont tombés d'accord sur la poursuite d'un effort conjoint contre la malnutrition qui touche les enfants de la République démocratique du Congo (RDC).

Selon un communiqué conjoint Unicef-Echo, l'accord signé au début du mois d'avril porte sur trois millions d'euros. Il se concentrera principalement sur les enfants âgés de six à cinquante-neuf mois qui vivent dans les zones où la malnutrition est la plus présente. Cet accord vise à fournir une réponse rapide aux crises nutritionnelles en traitant douze mille enfants atteints de malnutrition aiguë sévère, répartis dans huit zones précises.

D'après le chef d'unité pour l'Afrique centrale, le Soudan et le Sud-Soudan au service d'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne, Mme Andrea Koulimah, malgré tous les efforts et les récentes améliorations, la mortalité infantile en République démocratique du Congo demeure un problème important, et le taux de malnutrition parmi les jeunes enfants est encore trop élevé ». Il est par

conséquent, fait -elle savoir, fondamental de poursuivre nos efforts et de donner à ces enfants l'aide dont ils ont tant besoin. Grâce à notre partenariat avec l'Unicef, douze mille enfants affectés par la malnutrition sévère aiguë en RDC vont recevoir des soins d'une importance vitale face à cette urgence.

Pour sa part, le représentant de l'UNICEF en RDC, Pascal Ville-neuve, souligne qu'une attention particulière sera attachée au fait d'associer les traitements en tant que tels à une sensibilisation à l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant ainsi qu'à une bonne hygiène personnelle et de bonnes pratiques sanitaires.

En dépit des récentes améliorations, il y a lieu de noter toujours que la mortalité infantile en RDC demeure élevée avec un taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans de 104 pour 1000 naissances vivantes. Près de la moitié (45%) des décès au sein des enfants de moins de 5 ans sont dus à la sous-nutrition. Durant la dernière décennie, la malnutrition aiguë globale a sensiblement baissé, passant de 16% en 2001 à 8% en 2013. Cependant, le taux de malnutrition aiguë sévère reste haut et deux millions d'enfants

supplémentaires rentrent chaque année dans cette catégorie.

Au regard de ces statistiques inquiétantes, il faut agir d'autant plus qu'aucune organisation ne peut répondre seule à tous les besoins du pays. Et c'est dans le but d'aider un maximum d'enfants que l'Unicef et l'Union européenne (UE) se sont mises d'accord pour financer les traitements des cas de malnutrition sévère aiguë chez les plus jeunes des enfants de RDC en 2015. Ces traitements ont commencé en avril 2015 et vont durer un an. L'objectif premier du projet est de réduire la mortalité due à la malnutrition sévère aiguë chez les jeunes enfants âgés de six mois à cinq ans dans les zones où la prévalence de la malnutrition aiguë globale dépasse les seuils d'alerte, en fournissant des traitements adaptés. Ce projet permettra donc d'identifier de manière opportune les zones enclines à la malnutrition à travers l'extension du système de surveillance de la sécurité alimentaire et de la nutrition à quatre-vingt-dix nouveaux sites dans quatre provinces, de manière à couvrir toutes les 481 zones de santé dans dix des onze provinces du pays.

Aline Nzuzi

ÉDUCATION POUR TOUS

Un chantier inachevé en Afrique subsaharienne

Quoique des progrès soient réalisés en RDC, ceci justifie du reste le choix porté sur le pays par l'équipe du Rapport mondial comme site de son lancement officiel en Afrique centrale le 7 mai, de nombreux défis sont encore à relever.



Vue des principaux orateurs au lancement du Rapport mondial 2015 de suivi de l'EPT

Intitulé « Éducation pour tous 2000-2015 : Progrès et enjeux », le Rapport mondial de suivi sur l'EPT (Éducation pour tous) 2015, présenté jeudi dernier à l'Hôtel Venus n'avait rien de complaisant. Entre bilan et plaidoyer, il s'est voulu explicite sur la situation qu'il se constitue en « point de départ pour configurer les défis de la période post-2015 », ainsi que l'a souligné Abdourahamane Diallo dans son exposé des faits. Surtout que, a-t-il pris soin de relever, seulement un tiers des pays sur les 164 concernés « ont atteint tous les objectifs mesurables de l'EPT et la moitié seulement ont atteint l'objectif crucial de l'enseignement primaire universel ». Un bien maigre progrès, même si, a reconnu le représentant de l'Unesco en RDC, les progrès régionaux en direction du dernier « se sont accélérés par rapport aux années 1990 », s'il faut tenir compte des six objectifs de l'EPT fixés à Dakar au début du millénaire.

Tout autant que le représentant-pays de l'Unesco, chacun des orateurs a fait le tour du sujet et préconisé des solutions se focalisant sur son expertise particulière. Aussi le coordonnateur de la Coalition nationale pour l'éducation pour tous (Conept), Jacques Tshimbalanga, a-t-il recommandé « l'établissement d'un nouveau cadre pour l'éducation », lequel cadre, selon le Conept, doit refléter les droits, besoins et les priorités des citoyens, d'où il est exigé au gouvernement d'honorer ses engagements en assumant ses responsabilités. Il s'agit notamment d'assurer « la généralisation de la gratuité de l'enseignement au primaire, de voter pour une éducation équitable et inclusive ». Le Conept s'est montré en faveur de « l'engagement de l'État et des provinces à allouer au moins 25% de leur budget à l'éducation ».

Pour sa part, l'inspecteur général de l'enseignement, Michel Djamba, a délivré les dispositions du gouvernement en matière d'EPT en conformité avec le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté en RDC. Il y est question d'accroître l'accessibilité, l'équité dans l'enseignement à tous les niveaux, qu'il s'attelle aussi notamment à « renforcer la bonne gouvernance ». Représentant du ministre de l'Enseignement primaire et secondaire et de l'Initiation à la Nouvelle citoyenneté, Michel Djamba a du reste évoqué les « avancées » non négligeables dans les efforts consentis jusqu'ici par l'État comme « la réhabilitation des écoles et l'augmentation du budget alloué à l'éducation ».

Éducation inclusive, une nécessité

Quant au directeur de planification du ministère susmentionné, il a estimé nécessaire de reconnaître que « le pays a fait d'énormes progrès, fourni des efforts en faveur de l'éducation » et a classé en premier l'objectif deux, à savoir l'enseignement primaire universel, en ordre d'importance sur les six requis. Ce, avec « l'engagement que d'ici à 2025, tous les enfants aillent à l'école et y restent jusqu'au bout ». Et de souligner que le taux brut de scolarisation (TBS) a augmenté sensiblement passant de 63% à 110%. De même que pour la parité à ce même niveau scolaire où avec 0,9% l'on s'approche de 1% requis. L'expert du ministère a cependant reconnu que l'enseignement préscolaire n'est pas très développé en RDC, à noter que 80% d'écoles maternelles tiennent d'organisations privées qui ne sont pas à la portée de toutes les bourses.

Un plaidoyer particulier a été adressé le 7 mai par la Christoffel-Blindenmission, ou mission chrétienne pour les aveugles. Il a essentiellement suggéré de « garantir une éducation inclusive à tous les enfants du Congo ». Ce, de sorte à prévoir une éducation adaptée pour les enfants vivants avec handicap, sourds, muets, aveugles, handicapés physiques, etc. Soulignant ici que le handicap est une réelle cause de pauvreté, « le besoin d'une éducation inclusive » est tenu pour « plus qu'une nécessité au Congo ».

Nioni Masela

CULTURE ÉLECTORALE DURABLE

Des activistes des droits de l'Homme engagés à enseigner la population à la base

Les préceptes acquis lors de la formation des formateurs à l'éducation civique et électoral organisée à Kinshasa par la Voix des sans-voix pour les droits de l'Homme (VSV) constituent la base pour cette détermination.

La Voix des sans-voix pour les droits de l'Homme (VSV) a clôturé, le 15 mai, à Kinshasa la formation des formateurs à l'éducation civique et électoral au bénéfice d'une vingtaine d'activistes des droits de l'Homme, membres de quatre ONG basées respectivement à Kinshasa, à Gemena et Bumba (Équateur) et Aketi (Province Orientale). Forts des acquis reçus lors de cette formation, les participants à cette formation ont pris l'engagement de relayer ces connaissances

à la population afin de lui permettre de s'engager dans le processus électoral en cours au pays avec responsabilité. « Le devoir est maintenant de notre côté. Nous allons agir afin de permettre à la population d'acquiescer les connaissances pour un changement positif », ont notamment souligné les représentants des participants. Nous avons, ont-ils affirmé, la lourde tâche d'aller sensibiliser les populations à la culture électoral.

Ce renforcement des capacités, comme l'avait souligné le 11 mai le directeur exécutif de la VSV, Dolly Ibefo Mbunga, dans son mot d'ouverture de la session, avait pour objectif global et spécifique de contribuer, à long terme, à la consolidation de la démocratie et au respect des droits humains en RDC, en général et dans la zone de l'action, en particulier, en vue d'une participation citoyenne et une culture électoral durable en RDC. Alors que le coordonnateur d'activités de la VSV, Peter Ntumba, avait insisté sur la mission attendue des participants, notamment de former et d'informer les populations sur le processus électoral.

Des thèmes choisis qui ont, en outre, été exposés par des spécialistes, notamment des membres de la Commission électoral nationale indépendante et de la société civile, ont permis de doter ces participants des connaissances nécessaires pour

leur permettre d'atteindre les objectifs fixés, en remplissant la mission qui leur est assignée.

Des questionnements autour du processus électoral

Selon la VSV et les trois autres ONG liées au projet qui a soutenu cette formation, Solida-



Le podium, lors de la clôture de l'atelier Photo Adiac

rité paysanne à large initiative (Sopali), Militant pour la paix et les droits de l'Homme (MPDH) ainsi que Paix et droits de l'homme aujourd'hui (PDHA), l'organisation de cette formation est motivée par plusieurs questions qui fument sur le processus électoral en cours en RDC. « Les autres organisations ont estimé que le contexte actuel de questionnement autour du processus électoral offre une opportunité supplémentaire de pouvoir réfléchir davantage sur le processus électoral en RDC et surtout d'intensifier les activités d'éducation civique et électoral dans le pays afin de permettre à la population non seulement de s'approprier ledit processus mais également de s'assumer en tant que souverain primaire pour que, dans l'avenir, les dirigeants du pays soient obligés de ne respecter que sa volonté », a expliqué la chargée de Communication de la VSV, Laurette Misenga, dans la synthèse du rapport de cet atelier.

Pour la chargée de communication de la VSV, c'est également forte de sa conviction que les élections auront bel et bien lieu en RDC que cette ONG a tenu à organiser cette formation qui a bénéficié du soutien financier de la Délégation de l'Union européenne en RDC.

Lucien Dianzenza

MUSIQUE

L'album « From Kinshasa » de Mbongwana Star dans les bacs le 19 mai

Le groupe créé et dirigé par Coco Ngambali et Theo Nzonza, deux anciens membres de l'orchestre Staff Benda Bilili, se trouve actuellement en tournée européenne.

Le nouvel album est produit par Liam Farrell « Doctor L » et sera mis sur le marché sous le label World Circuit. Il est composé de dix titres, à savoir « From Kinshasa to the moon » ; « Shégué » ; « Nganshé » ; « Masobélé » ; « Coco blues » ; « Malukayi » en feat avec Konono n°1 ; « Suzanna » ; « Kim-pala » ; « Kala » ainsi que « I million c'est quoi ? ». Mbongwana Star, indique-t-on, déforme l'héritage musical de la rumba, mélange reggae, funk et soul, pour expérimenter un son particulier et unique.

Leurs chansons sont des chroniques de la vie quotidienne à Kinshasa. Les compositions sont signées principalement par Coco Yakala Ngambali et Théo Nzonza Nsutuvuidi. Les autres membres du groupe sont Cubain Kabeya N Punk, arrangeur et percussionniste ainsi que le jeune Randy, percussions. Ces deux derniers musiciens ont participé à l'album « Très Très Fort » qui a lancé Staff Benda Bilili. Jean Claude Kamina Mulodi « R9 », virtuose de la guitare électrique ; le chanteur Viny Pepe, le bassiste Faustin Nkwantoko Ndombasi « Weshman » et Sage au chant et flûte complètent la liste des membres du groupe composé de huit musiciens. Ces derniers ont fait la rencontre de Liam Farrell « Doctor L », un musicien indépendant de la scène hip-hop et électro parisienne, en quête de nouvelles sonorités musicales sur la scène vibrante et bouillonnante

de Kinshasa. Après avoir auditionné les sons du groupe congolais, ils ont décidé de collaborer. L'album « From Kinshasa » est le fruit de cette collaboration : une fusion de rythmes congolais traditionnels, de basse post-punk européenne et d'électro.



L'affiche de l'album

Tournée européenne

Actuellement en tournée en Europe, Mbongwana Star se produira le 19 mai au Centre culturel Paul Bailliar à Massy en France et le 20 mai à la Rodia à Besançon. Le 22 mai, le groupe livrera un spectacle au célèbre festival Musiques Métisses à Angoulême avant de s'envoler pour les Pays-Bas où il sera présent le 23 mai au « Music Meeting 2015 » de Nijmegen. Le 25 mai, Mbongwana Star sera de retour en France avec un concert au Cabaret Sauvage à Paris. Coco Ngambali et Theo Nzonza ainsi que les autres membres du groupe se produiront ensuite à Londres au café Oto le 2 juin et au Rich Mix le 5 juin. Cette tournée européenne s'achèvera le 2 août par un concert que l'orchestre livrera à Würzburg en Allemagne.

Patrick Ndungidi

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT
SOCIÉTÉ
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



HUMEUR

Les enfants de la rue, quel phénomène !

Les méthodes et stratégies sont mises en œuvre dans de nombreux pays à travers le monde pour éradiquer ce phénomène. D'où vient-il que ce phénomène ne s'arrête pas ? Pourquoi ces enfants quittent-ils leurs familles ? Quelles sont les conséquences de ce phénomène persistant ? Le retour de ces enfants dans leurs familles identifiées ou le placement dans les institutions habilitées n'est-il pas possible ?

En des termes plus simples, le commun des mortels appelle par « enfants de la rue », des mineurs qui ont pour milieu de vie et de survie les rues. Et on les retrouve facilement sur certaines places publiques, dans des marchés, à proximité de certains supers marchés, le long de certaines artères, etc. Ils sont organisés en petits groupes avec des chefs qui veillent sur le groupe.

Les statistiques des Nations unies font état de près de 150 millions, le nombre d'enfants définis comme enfants de la rue dans le monde à savoir : 30 millions en Afrique, 30 millions en Asie, 60 millions en Amérique du Sud et ailleurs.

Lorsqu'on observe attentivement ces enfants, on se rend bien compte que certains travaillent pour gagner quelque chose ; d'autres y passent leurs journées et retrouvent la cellule familiale le soir et, enfin, ceux qui y vivent de façon permanente sans aucun lien familial. C'est ainsi que les spécialistes de la question, parlent « des enfants en situation de rue ». Le terme englobe les enfants de la rue et les enfants dans la rue. Les raisons de leur présence dans la rue sont nombreuses, car chaque cas est spécifique. Certains vont dans la rue par simple suivisme, car lorsque leurs familles sont identifiées et repêchées, ils finissent toujours par réintégrer la rue plus tard. D'autres enfants intègrent la rue à cause de la maltraitance familiale, d'autres encore le sont à la suite du divorce des parents.

Quant aux conséquences, elles sont multiples. Cela va de leur alimentation à leur santé en passant par l'éducation. Ces enfants, on ne le dira jamais assez, évoluent dans des milieux à risques où ils n'ont jamais souvent accès à une alimentation saine et en quantité suffisante. Résultats : la malnutrition ou la sous-alimentation. Quant au droit à la santé, vu le fait qu'ils sont dans la rue, ils ont une santé compromise et précaire ; ils sont souvent sales et souffrent parfois des maladies ignorées par eux-mêmes.

Ces enfants sont rarement scolarisés ou encadrés par des adultes et cela entrave leur chance d'insertion socio-professionnelle dans l'avenir. Sans oublier les cas de discrimination.

Le phénomène interpelle, car de nombreuses stratégies sont mises en œuvre ici et là pour l'éradiquer. Entre autres : le placement de certains dans des familles d'accueil ou dans des institutions habilitées, l'adoption des lois, les différentes sensibilisations à la question, à l'instar de la Coupe du monde des enfants de la rue organisée à Rio de Janeiro en 2014 en hommage de l'Afrique du Sud qui avait accueilli la première édition de la compétition en 2010.

Au Congo, par exemple, une loi qui traite de la protection des enfants en général a été votée en 2010 et n'admet pas qu'un seul enfant soit en situation de rue.

La question qui reste pendante, c'est comment arriver à éradiquer totalement ce phénomène, surtout qu'il est à la fois manifeste et récessif ?

Faustin Akono

IMMIGRATION CLANDESTINE

L'opération « Mbata ya ba kolo » officiellement lancée à Pointe-Noire et au Kouilou

La cérémonie de lancement a eu lieu le jeudi 14 mai au camp militaire 31 juillet sous la direction du général Jean François Ndenguet, directeur général de la police nationale.

Expliquant les principaux enjeux de la phase exécutoire effective de cette opération à Pointe-Noire et au Kouilou, Jean François Ndenguet a indiqué que « Mbata ya ba kolo » est un acte de souveraineté dont le but est la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes alors que son volet « Longwa na nzela » vise la prévention, la répression de toutes les formes de délinquance observées sur la voie publique et le respect de la loi congolaise sur l'exercice de la profession de conducteur de véhicule de transport en commun. « L'opération Mbata ya ba kolo n'est pas dirigée, en stigmatisation, contre certaines nationalités. Elle n'est nullement une expression de xénophobie en République du Congo, un pays fraternel, accueillant, ouvert à

tous ceux qui veulent y vivre et y travailler à la seule condition majeure et impérative de respecter les lois congolaises en matière d'entrée, de séjour et de sortie sur le territoire national », a déclaré Jean François Ndenguet qui a aussi mis en garde les agents de la force publique sur certains comportements déviants susceptibles d'entacher la bonne exécution de ladite opération.

« J'attire votre attention sur les règles de comportement qui doivent commander votre conduite sur le terrain pendant tout le déroulement de cette opération. Aucune bavure ne sera tolérée. Ni vol, ni viol, ni acte de sauvagerie ou de violence sur les personnes, de spoliation de leurs droits et de leurs biens. Les éléments de la force publique engagés dans l'opération et qui se rendront coupables d'entorse aux lois conformément à cette opération seront sévèrement sanctionnés voire radiés des effectifs pour atteinte à son honneur, à ses règlements et aux lois de la République. Ainsi, pour l'honneur de la force congolaise, l'opération

« Mbata ya ba kolo » doit être menée selon les règles de l'art, dans le respect de la déontologie et l'éthique propres à la corporation. Avec méthode et professionnalisme et un souci particulier d'humanisme, ce respect de la dignité des hommes et des femmes dont les éléments de la force publique contrôleront la régularité de séjour, ceux qui seront en situation irrégulière seront rapatriés », a-t-il poursuivi. Rappelons que pour le premier jour du lancement de cette opération, près de 600 personnes de nationalités diverses ont été interpellées seulement dans le premier arrondissement, Emery Patrice Lumumba. L'opération est largement saluée par les habitants de Pointe-Noire et du Kouilou. Son déroulement est associé avec les ONG de défense des droits de l'homme, les services sociaux et de santé nationaux. Il a commencé en avril 2014 dernier à Brazzaville et s'était poursuivi à travers d'autres départements du pays.

Séverin Ibara

Amêdo Modiki expose à l'IFC à Pointe-Noire

« Harmonie » est le titre de l'exposition de l'artiste peintre Amêdo Modiki de la République démocratique du Congo qui a lieu du 14 au 21 juin à l'Institut français de Pointe-Noire. Le vernissage s'est déroulé le 13 mai en présence de plusieurs invités et artistes.

« Harmonie » est une révisitation de la société humaine dans ses charmes, ses attraits, sa mélancolie et ses drames. À travers ses toiles, Amêdo Modiki propose une peinture futuriste où s'imbriquent plusieurs genres : réalisme, surréalisme, abstraction, impressionnisme... C'est un artiste qui se démarque du formalisme pictural en optant pour une démarche propre et avant gardiste, fruit de ses recherches. Tel un philosophe, Amêdo Modiki dans « Harmonie » tente de répondre à plusieurs questionnements « Vivre l'harmonie et

en harmonie avec les autres est-il possible ? », « Pourquoi est-ce vraisemblablement toujours difficile de produire l'agréable aux yeux, aux oreilles et à l'âme ? » « Les moyens pour produire l'harmonie sont-ils en nombre insuffisant dans notre environnement ? » « Pourtant l'apparence physique de l'être humain homme et femme est une source du profond secret de l'équilibre, de proportion et de la symétrie » renchérit-il et de conclure « Harmonie est inspirée de la leçon tirée de la flexibilité des parties et des forces en présence éprises de paix, d'esprit de l'unité et de respect des mesures ».

Amêdo Modiki est né le 12 mai 1979 à Kinshasa. Très jeune, il est gagné par le virus de la peinture puisque dès l'âge de 5 ans, il produit de magnifiques dessins qui impressionnent son entourage en particulier sa tante qui va le sou-

tenir sans réserve.

Inscrit à l'institut de Beaux arts et à l'académie des beaux arts de Kinshasa, Amêdo Modiki étoffe son registre pictural au contact des maîtres et instructeurs chevronnés de la peinture. Peu à peu, il se fait un nom à Kinshasa. Ce qui lui permet d'être présent en compagnie des collègues peintres à plusieurs expositions en République démocratique du Congo et ailleurs comme en 2011 quand il a exposé à Ba Sango Point culturel à Pointe-Noire.

Adeptes de l'artiste peintre Botendé de la République démocratique du Congo et de l'inégalable Pablo Picasso, Amêdo Modiki, qui est à l'orée d'une grande carrière artistique ne manque pas de projets pour développer l'art pictural dans son pays et faire à ce que les artistes peintres vivent effectivement de leur art.

Hervé Brice Mampouya

VIE DES PARTIS

Les militants du RDPS se mobilisent pour leur congrès

Tenue le 15 mai à Pointe-Noire, sous l'égide du vénérable Julien Makoundi-Tchibinda, délégué national, la convention des fédérations du Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS), a permis aux membres de la fédération du Kouilou de lancer un appel en vue de la candidature de leur parti à l'élection présidentielle de 2016.

Prélude au premier congrès extraordinaire qui consacre la fin des cadres consensuels et la fin

de la situation exceptionnelle que vit le RDPS, cette convention fédérale a dû déboucher sur des décisions sages et constructibles, susceptibles d'enfanter un nouveau RDPS fort et dynamique.

En effet, après la mort de son président fondateur, le RDPS n'a cessé de battre de l'aile. Une grande mobilisation autour d'une dynamique nouvelle est nécessaire pour canaliser et redéfinir l'idéal de ce parti. Le congrès souhaité et attendu devrait faire une évaluation réaliste de la situation

du parti afin de laisser germer la volonté du changement, d'amélioration et de reconstruction.

« L'une des exigences heureuses de la démocratie est le principe de l'alternance comme l'impose la succession permanente du jour et de la nuit. C'est ainsi que les hommes passent et les institutions demeurent, ce n'est ni le moment des adieux encore moins celui des regrets, mais ce n'est que le respect d'un cycle que nous imposent nos textes et le contexte », a dit Jean Aimé

Sounda, président fédéral du RDPS Kouilou, lors de la lecture du rapport moral.

Dans son mot de circonstance, Julien Makoundi-Tchibinda a demandé aux membres et militants de son parti de changer de mentalités tout en évitant de parler du passé, des trois années d'errance, des douleurs et d'auto-flagellation qu'a connues le parti. « L'heure est à l'unité retrouvée et donc à sa consolidation, qu'on ne se trompe pas, il nous faudra aussi perdre certaines de nos

habitudes, changer nos mentalités, renoncer à la facilité, de nous retrouver entre nous pour parler du passé », a-t-il dit.

Rappelons que cette convention a notamment connu la participation des militants de Madingo-Kayes, de Nzambi, de Mvouti, de Kakamoeka et de Hinda. Elle a permis à la fédération du Kouilou de faire le choix de cent délégués devront représenter le département au premier congrès extraordinaire prévu du 22 au 23 mai.

Hugues Prosper Mabonzo

TAEKWONDO

Les Diables rouges présélectionnés se regrouperont à Dolisie

La date de départ pour la capitale de l'or vert n'est pas encore fixée. Ce qui est sûr, c'est que tout se fera d'ici à la première semaine du mois de juin.

« Nous avons choisi une localité de l'hinterland pour notamment élever le niveau de concentration des athlètes, les mettre dans un environnement où ils ne penseront que compétition entendue par-là les onzièmes Jeux africains qui pointent à l'horizon », a souligné le président de la Fédération congolaise de Taekwondo (Fecotae), Stanislas Mbyas s'exprimant sur cette mise au vert qui pourra durer 20 jours.

Près de 30 athlètes, seniors hommes et dames avec leur doublure, effectueront le déplacement de Dolisie. Tous les aspects liés à l'élévation du niveau technico-tactique des Diables rouges de taekwondo sont inscrits dans l'agenda des techniciens de la fédération commis au suivi des compétiteurs durant ce regroupement. Après quoi viendra une compétition sous-régionale. Ce sera alors une occasion qui permettra non seulement de mesurer le niveau d'évolution de ces Diables rouges mais également d'identifier d'éventuelles faiblesses techniques et d'y apporter les solutions les plus adéquates, le plus tôt possible.

C'est sans nul doute pour cette raison que le président de la Fecotae, a annoncé une autre stage de préparation après la compétition sous-régionale. Ce stage sera animé par l'expert



Le président de la Fecotae s'exprimant sur la mise au vert crédit photo Adiac

Franco-Congolais, Me Kamba Bouanga. « La réalisation de ce programme de préparation a été rendue possible par la subvention partielle de l'État que nous avons reçue. (...) Il est de notre devoir d'être reconnaissant », a indiqué Stanislas Mbyas qui n'a pas manqué de souligner que d'autres projets sont prévus en attendant que la partie restante de la subvention ne soit débloquée. « Avec notre crédo "Le pays d'abord" nous osons croire que les taekwondoïns défendront au mieux les couleurs de la Nation », a-t-il conclu.

Rominique Nerplat Makaya

FOOTBALL-SAISON 2014-2015

Le bilan des Diables rouges de la diaspora

Alors que les championnats européens s'achèvent, les uns après les autres, les bilans personnels tombent. Parfois brillants, souvent satisfaisants ou décevants. Rétrospective.

Amine Linganzi Koumba (Gillingham/Angleterre)

Libéré de son contrat le 10 mars, Amine Linganzi a mis fin à une saison hachée par les blessures à répétition (adducteurs) : seulement 7 matchs de championnat de 3e division anglaise lors de la saison 2014-2015. Dont trois titularisations.

Il y a deux ans, dans ces mêmes colonnes, l'ancien Stéphanois pensait en avoir terminé avec la pubalgie qui avait gâché son passage à Blackburn. Sa première saison à Gillingham semblait confirmer cette tendance (20 matchs en 2013-2014). Las, le milieu de 25 ans a été rattrapé par son corps et est actuellement en France pour se soigner. Et trouver, à 100% de ses moyens, un nouveau challenge pour l'exercice 2015-2016.

Yannick Loemba (Mons/Belgique)

La « révélation » de cette saison 2014-2015 en Europe, puisque sa bonne saison lui a ouvert les portes de la première division ; le milieu offensif a signé pour deux ans avec Ostende, le 9 avril dernier.

Arrivé à Mons après une saison compliquée au Whiter Star (8 matchs et 3 buts), le natif de Brazzaville a réalisé la meilleure saison de sa carrière avec 9 buts, 10 passes décisives et une capacité à dynamiser les défenses adverses. Droitier, il s'éclate sur le côté gauche de sa défense et sans la relative maladresse de son coéquipier Bison Gnohéré, Loemba aurait pu ajouter une bonne poignée d'assistances à ses statistiques personnelles.

Profitant de la mise en faillite du RAEC Mons, Ostende a donc flairé la bonne occasion pour récupérer le joueur de 25 ans sans dépenser le moindre euro. Amoureux du beau geste, parfois au détriment de l'efficacité, il devra désormais s'imposer à l'étage supérieur. Ce qui l'aidera à gagner sa place en sélection nationale.

Jordan Massengo (Mons/Belgique)

À un poste moins exposé que son coéquipier, le milieu défensif peut également se targuer d'une belle saison : 31 matchs de championnat. Et une influence importante que résume Yannick Loemba : « Jordan, c'est l'élément clé de notre saison. Avec son impact physique, c'est le premier rempart de notre système défensif. Mais avec son bagage technique, c'est aussi la lance de rampe-ment de notre jeu ».

Il faut en effet rappeler que le natif de Saint-Mandé a d'abord été formé au poste de milieu offensif à Istres (33 matchs et 2 buts en Ligue 2 entre 2009 et 2013), avant de reculer au poste de relayeur à Besançon (prêté en 2011-2012 pour 20 matchs de National) et à Vannes (21 matchs de National en 2013-2014).

A 25 ans, c'est donc un milieu de terrain moderne qui se retrouve sur le marché des transferts. Et probablement pas pour longtemps.

Dominique Malonga (Hibernian/Ecosse)

Quatrième meilleur buteur de son championnat avec 13 buts (et 3 passes décisives en 24 matchs), Dominique Malonga peut être satisfait de son bilan. Auquel on peut ajouter 3 matchs et 2 passes décisives en Coupe d'Ecosse et 3 buts en 2 matchs de Coupe de la Ligue.

À titre personnel, la saison de l'attaquant formé à Monaco est satisfaisante. Mais collectivement, Hibernian n'est pas parvenu à monter en première division. Ce qui restreint les chances de voir l'ancien joueur du Torino porter les couleurs du club écossais l'an prochain.

À 26 ans, Dominique Malonga n'a plus le temps : il doit désormais prouver qu'il a le niveau d'une première division européenne. Depuis des débuts prometteurs au Torino en 2007-2008 (1 but en 9 matchs, à 19 ans), l'international congolais a souvent brillé à l'étage inférieur (8 buts à Cesena en 2009-2010, 10 buts à Vicenza en 2012-2013, 5 buts à Murcie, 2e division espagnole, en 2013-2014), sans parvenir à faire de même en première division (2 buts en 35 matchs avec Cesena

entre 2010 et 2011).

À lui désormais de s'imposer en club comme en sélection pour ne pas finir, dans quelques années, avec une gênante étiquette d'ancien futur espoir. Qui n'aura jamais confirmé.

Delvin Ndinga (Olympiakos/Grèce)

Prêté pour la deuxième saison consécutive par Monaco, Delvin Ndinga a agrémenté son palmarès d'une seconde couronne de champion. Une moisson qui n'est d'ailleurs pas terminée puisque l'Olympiakos est également en course pour le doublé Coupe-championnat (la finale aura lieu le 23 mai face à l'AO Xanthi).

Quart de finaliste de la CAN 2015, champion de Grèce et probable vainqueur de la Coupe : le bilan est bon pour l'international congolais. Seul bémol, un parcours européen moins abouti que l'année précédente (élimination en 8e de finale de la Ligue des champions face à Manchester United). Rappelons que le club du Pirée avait terminé 3e de son difficile groupe de Ligue des champions (Atletico Madrid, Juventus, Malmö) puis avait été sorti en 16e de finale de la Ligue Europa par les Ukrainiens du Dnipropetrovsk.

À la décharge de l'Olympiakos, la Juventus, battue en Grèce lors de la 3e journée, s'est qualifiée en finale de la Ligue des champions. Et les Ukrainiens se sont hisses en finale de la Ligue Europa.

À titre personnel, la saison de Ndinga se chiffre à 17 matchs de championnat (1 but et 1 passe décisive), 6 matchs de Ligue des champions (1 but face à la Juventus de Turin) et 4 matchs de Coupe de Grèce. En fin de prêt dans la capitale hellène, le champion d'Afrique 2007 n'a plus qu'un an de contrat à Monaco. On devrait savoir rapidement si le club de la Principauté compte sur lui l'an prochain. Dans la presse française, son nom est cité du côté de Rennes et Saint-Etienne. Une autre option serait de rester à l'Olympiakos pour continuer à jouer la Ligue des champions et à inscrire des lignes supplémentaires sur l'un des plus beaux palmarès du football congolais.

Camille Delourme

RÉFLEXION

Sur le devoir de réparation

Lentement mais sûrement, les pays qui placèrent l'Afrique sous leur joug afin d'exploiter ses richesses humaines et matérielles en viennent à reconnaître les crimes sans nom qu'ils commirent, ou laissèrent commettre pendant plusieurs siècles. Après avoir longtemps nié les drames provoqués sur toute l'étendue du continent par la traite négrière puis par la colonisation, ils admettent, non sans mal, que l'une comme l'autre ont infligé aux peuples africains des dommages irréparables. Et s'ils refusent de se repentir en invoquant le fait que les générations présentes ne sauraient être tenues pour responsables des actes innommables commis par les générations antérieures, ils ne sont plus très loin d'admettre qu'un devoir de réparation s'impose à eux.

Si on lit entre les lignes les discours que tiennent à ce propos les plus

hauts responsables occidentaux – à commencer par François Hollande et Barack Obama –, c'est bien ce changement majeur que l'on voit se dessiner par petites touches dans le comportement des puissances qui ont bâti leur fortune sur l'asservissement de l'Afrique. Trop longtemps niées par ceux là mêmes qui s'enrichirent sur la misère du Tiers-monde, les conséquences humaines, sociales, économiques de ce servage – le cas de l'assaut irrésistible que mènent sur l'Europe les migrants venus du Sud – commencent à être perçues dans leur véritable dimension. Et cette perception conduira, dans les années à venir, les pays riches à se préoccuper enfin sérieusement d'aider les pays pauvres à émerger.

Le problème qui se posera inévitablement dans ce nouveau contexte est celui de la forme que prendra la coopération Nord Sud – Sud Nord

si l'on veut que les plaies ouvertes dans les siècles précédents se referment effectivement et que l'Europe comme les États-Unis réparent leurs crimes passés en apportant aux peuples africains l'appui qui leur permettra de franchir rapidement l'étape décisive du développement durable.

Alors que va se tourner inévitablement cette nouvelle page de l'Histoire, le seul conseil que l'on puisse donner à celles et ceux qui s'y emploieront est de commencer par dresser le bilan exact des actes commis dans les siècles antérieurs. Jusqu'à présent, en effet, aucun véritable état des lieux n'en a été établi, ni par les peuples dominateurs, ni par les peuples asservis. Et sans cet état des lieux, qui devra être dressé régions par régions – Afrique du nord, Afrique occidentale, Afrique centrale, Afrique orientale, Afrique australe –, il sera

impossible de formuler des propositions sérieuses.

En dépit des troubles économiques qu'ils connaissent, les peuples occidentaux ont très largement, aujourd'hui, les moyens de rendre aux peuples africains ce qu'ils leur ont pris par la force depuis le début du quinzième siècle. Encore faudrait-il, pour qu'ils s'y emploient, que les seconds aient une idée précise de ce qu'ils veulent et peuvent obtenir.

Est-il irréaliste, dans ces conditions, d'imaginer que s'ouvre une réflexion approfondie sur le sujet dans l'une des capitales africaines qui vécurent ces événements tragiques ? Et Brazzaville, où repose l'homme qui dénonça avec force les crimes de la colonisation, Pierre Savorgnan de Brazza, n'est-elle pas très bien placée pour accueillir un tel débat ?

Jean-Paul Pigasse